

LA QUESTION AGRAIRE EN ANDALOUSIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Economiques)

Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux

le 25 juin 1923, à 2 h. 30

par

Jean COSTEDOAT-LAMARQUE

Ancien membre de l'École des Hautes Études Hispaniques

Président : M. DUGUIT, *Doyen de la Faculté de Droit*

Suffragants : MM. CIROT, *Doyen de la Faculté des Lettres*

PIROU, *Professeur à la Faculté de Droit.*

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel

1923

La Question Agraire en Andalousie

LA QUESTION AGRAIRE EN ANDALOUSIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Economiques)

Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux

le 25 juin 1923, à 2 h. 30

par

Jean COSTEDOAT-LAMARQUE

Ancien membre de l'École des Hautes Études Hispaniques

Président : M. DUGUIT, *Doyen de la Faculté de Droit*

Suffragants : MM. CIROT, *Doyen de la Faculté ds Lettres*

PIROU, *Professeur à la Faculté de Droit.*

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel

1923

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

Professeurs Honoraires :

MM. SAUVAIRE-JOURDAN (I.), BARDE (I.)

MM. DUGUIT, *, I, Doyen, Professeur de droit constitutionnel et administratif.

DE BOECK, I, Assesseur du doyen, Professeur de droit international et chargé d'un cours de droit international privé (Licence).

BENZACAR, I, Professeur d'économie politique et chargé d'un cours de législation industrielle (3^e année).

FERRON, I, Professeur de droit commercial.

FERRADOU, I, Professeur d'histoire du droit et chargé d'un cours d'histoire du droit privé (Doctorat).

MARIA, I, Professeur de droit romain et chargé d'un cours d'histoire du droit public (Doctorat).

MARGAT, I, Professeur de droit civil et chargé d'un cours de droit civil (Capacité).

BONNECASE, A, Professeur de droit civil et chargé d'un cours de droit maritime (3^e année).

LESCURE, A, Professeur d'économie politique et chargé d'un cours d'histoire des Doctrines économiques (Doctorat).

PALMADE, A, Professeur de droit civil et chargé d'un cours de droit civil (Capacité).

NOAILLES, Professeur de droit romain.

VIZIOZ, Professeur de Procédure civile et chargé d'un cours de droit civil comparé (Doctorat).

PIROU, A., Professeur d'économie politique et Science financière et chargé d'un cours de législation coloniale.

BONNARD, *, I, Professeur de droit administratif et chargé d'un cours de droit constitutionnel (Doctorat).

POPLAWSKI, Professeur de droit criminel.

M. MONTIGAUD, I., Secrétaire.

Madame COSTES, Commise au Secrétariat.

M. SALINGARDES, I, Bibliothécaire.

Commission de la Thèse :

MM. DUGUIT, Doyen de la Faculté de Droit, président. .

CIROT, Doyen de la faculté des Lettres
de Bordeaux

PIROU, Professeur à la Faculté de Droit

Suffragants





CARTE DE L'ANDALOUSIE

INTRODUCTION

D'une manière générale, l'agriculture espagnole se ressent de diverses influences physiques et économiques nettement marquées : la pauvreté du sol, le climat rude et sec, la rareté des moyens de communication, l'absence d'outillage, d'éducation technique et de crédit, peuvent, avec raison, être rendus responsables de l'état précaire du pays. Sur 50 millions d'hectares de superficie totale, 13 millions seulement produisent une récolte annuelle et 78 % des terres cultivées s'exploitent d'une manière déficitaire (1). Aussi, pour donner une explication facile de la pénible situation agraire de l'Andalousie, n'a-t-on que trop souvent invoqué l'intervention funeste de ces phénomènes qui agissent sur l'ensemble de la Péninsule ibérique.

Certes, la terre andalouse ne mérite pas, tout entière, le renom de fertilité qu'on lui prête si naturellement : l'histoire se plaît à y situer le grenier de l'empire romain et la transforme en jardin incomparable au temps de l'occupation maure : ainsi s'est étendue à toute une région, une réputation de richesse que, seules, les grandes vallées du bassin de Guadalquivir et quelques vegas d'étendue plus modeste méritent indiscutablement. Par ailleurs, des

(1) P. Carrion (Congreso Nacional de Ingeniera).

montagnes abruptes, étayées par des plateaux arides, couvrent de vastes espaces : dans le Nord, la sierra Morena se développe avec ampleur ; au sud du Guadalquivir, un système orographique compliqué enchevêtre ses chaînes de l'Atlantique à la province de Murcie. Mais en Andalousie, plus que dans toute l'Espagne, les sols riches forment une masse importante : bassin inférieur du Guadalquivir, campiña de Cordoue, vallées irriguées des massifs orientaux et méridionaux, plaines côtières méditerranéennes. Et, il serait puéril d'indiquer la médiocrité de la terre comme cause profonde de la crise agraire andalouse. Ce serait méconnaître l'aphorisme : l'homme fait la terre. Ce serait, aussi, oublier que, dans la province de Ségovie, sur les plateaux arides et désolés de Castille, les cultures couvrent 63 % de la superficie totale, tandis que, dans celle de Séville, elles n'atteignent pas 55 %, parmi des sols d'une fertilité indiscutée.

Le climat ne saurait fournir une explication plus sérieuse : comme le fait remarquer M. Pascual Carrion, ingénieur agronome à Séville, les provinces du Levant, aux pluies rares et mal réparties, sont bien mieux cultivées que la plaine du Guadalquivir où des milliers d'hectares restent abandonnés à l'état de dehesa, malgré des moyennes climatériques et pluviométriques plus favorables. Comment expliquer qu'en Castille, où froid et sécheresse rendent pénible la vie des plantes, on récolte les céréales une année sur deux ; pendant qu'en Andalousie, se pratique encore le système du *tercio* ; la succession d'une

année de pâturage, d'une année de repos et d'une année de culture pour une même surface.

Peut-on voir dans la rareté ou le mauvais état des voies de communication l'origine de cette crise ? Un simple coup d'œil sur la carte permet de se rendre compte d'un réseau andalou moins pauvre que celui de l'Espagne en général : les chemins de fer y sont même plus nombreux et orientés en tous sens. D'ailleurs, dans les hautes vallées des sierras Morena et Nevada, loin de toute voie de communication, des terres sont en plein rapport ; au contraire, la plaine de Séville, dotée de nombreuses routes et de lignes bien desservies, traversée par un fleuve navigable, présente, même autour de centres peuplés, le spectacle lamentable de grands espaces en friche.

Une énumération plus complète des facteurs qui agissent sur l'agriculture espagnole en général, n'expliquerait en rien la crise agraire andalouse. On ne peut admettre davantage que l'imperfection de l'outillage et de l'éducation technique, l'absence de crédit, provoquent dans les provinces méridionales une situation plus grave : car là, plus souvent que dans toute autre région de la péninsule, les terres les mieux cultivées appartiennent à des travailleurs pauvres et ignorants. Au contraire, le gros propriétaire, malgré des capitaux considérables et tout un luxe de machines, n'obtient que rarement des rendements convenables. C'est l'avis très net des ingénieurs agronomes locaux et M. P. Carrion nous cite de grands domaines de la vega du Guadalquivir où la production moyenne de blé ne dépasse pas douze

quintaux métriques à l'hectare tous les trois ans ; dans la même région, des parcelles cultivées par des paysans, sans la moindre éducation technique ni capitaux, donnent annuellement des récoltes de 25 quintaux à l'hectare. En direction de Huelva, le long de la voie ferrée, vers Sanlucar et la Palma, la terre, de qualité moyenne, possédée en général par de petits propriétaires ruraux, porte une végétation variée de vignes, céréales, oliviers et arbres fruitiers : les récoltes y sont de 5 à 6 fois plus riches que dans les domaines de la plaine sévillane (P. Carrion).

Le problème foncier andalou n'est donc pas uniquement d'ordre technique. Les partis conservateurs espagnols s'acharnèrent longtemps à n'y voir qu'une question d'irrigation, d'organisation rationnelle des cultures, en un mot, d'économie de ferme. Pareille opinion est encore soutenue et, à maintes reprises, nous avons entendu répéter par des hommes politiques, des fonctionnaires, des avocats et surtout par des propriétaires, que l'intervention purement professionnelle d'ingénieurs de spécialités diverses, amènerait, à elle seule, une solution heureuse. Chez certains, il y avait conviction sincère en dehors de tout intérêt personnel ; la gravité des problèmes sociaux n'a frappé qu'une minorité d'esprits dans ce pays où, cependant, la menace d'une révolution est tout particulièrement pressante. Mais, en général, c'est par une obstination calculée qu'ils s'efforçaient de cacher l'aspect profondément social de la crise dont les conséquences risquent de leur être funestes. Car la question agraire a pris ici son

grand sens historique de lutte pour la possession de la terre, lutte qui s'affirme plus violente que nulle part en Espagne. Ce particularisme n'a rien de surprenant : géographiquement, l'Andalousie se sépare nettement de la masse ibérique par la sierra Morena. Ouverte largement sur deux mers, entre l'Afrique et l'Europe, elle a subi, à travers les siècles, des influences ethniques et civilisatrices propres : la race qui l'habite a su conserver un génie, des aspirations qu'un jeune parti régionaliste veut libérer par une politique hardie. Il est donc tout naturel, qu'en Andalousie, se soit constitué, au cours de l'histoire, un facteur particulier dont l'action intervient d'une manière prépondérante dans ce problème d'économie agraire : c'est la concentration de la propriété foncière aux mains d'absentéistes.

Certes, un tel régime est fréquent en Espagne ; la Castille et l'Estramadoure contiennent, elles aussi, d'immenses domaines. Mais, comme l'a fait remarquer Andrès Barthe y Barthe, dans son livre « *Las grandes propiedades rusticas en España* », si l'on considère les sommes payées par l'impôt foncier, l'Andalousie, qui s'étend sur un sixième environ de la superficie totale du pays, figure pour une très forte proportion :

Impositions de 1.000 à 2.000 pesetas :	30,70 %
— 2.000 à 5.000 pesetas :	47 %
— plus de 5.000 pesetas :	60 %

Nous n'avons pas l'intention d'expliquer intégralement, par la concentration et l'absentéisme, l'en-

semble des maux dont souffrent les campagnes méridionales ; les causes générales subsistent sans aucun doute. Mais la gravité de la situation est uniquement due à ce régime foncier, sans lequel il n'y aurait pas, distincte de la crise espagnole, une question agraire andalouse. Les événements pénibles et caractéristiques dont les provinces bétiques ont été le théâtre, tiennent à des motifs permanents ; périodiquement, ils reparaissent, déclare Henri Cavaillès (1) révélant un état de malaise que la moindre circonstance dans la vie économique du pays suffit à transformer en maladie aiguë : ce n'est pas une crise temporaire, c'est un mal profond.

(1) H. Cavaillès (Le problème agraire dans le Midi de l'Espagne. — Revue politique et parlementaire, Tome 50.)

PREMIERE PARTIE

Les Mouvements Agraires

M. Bernaldo de Quirós, de l'Institut des Réformes sociales, a étudié tout spécialement les révoltes paysannes andalouses. Il estime difficile la documentation sur les événements antérieurs à 1850. Les manifestations d'agitation agraire furent sans doute nombreuses et farouchement réprimées: toutefois, les contemporains n'en saisirent pas la gravité au milieu de désordres politiques continuels. A peine a-t-on conservé le souvenir des soulèvements les plus violents. Pedro de Repide, dans un article du *Liberal*, de Madrid (30 mai 1918) raconte, comment à mi-octobre 1840, les paysans de Casabermeja, petit hameau dans la province de Malaga, se révoltèrent et, s'étant emparés de grands domaines, les partagèrent pour les cultiver sans retard. Plusieurs villages environnants suivirent cet exemple, et l'ordre ne se rétablit que par l'intervention des troupes gouvernementales après deux mois de troubles.

A partir de 1850 jusqu'à nos jours, on peut distinguer trois périodes dans l'histoire des mouvements agraires andalous.

PREMIÈRE PÉRIODE. — *Les soulèvements locaux.*

Les excès commis à Arahal et à Utrera en 1857 témoignent d'une agitation révolutionnaire, mais ils n'ont pas le caractère social des événements qui bouleversèrent en 1861 la cuenca du Genil : c'est à Molina, près d'Antequera, le 21 juin, qu'a lieu une première collision sanglante ; partout les paysans s'agitent : un chef énergique se révèle, Perez del Alamo, groupe les révoltés, recrute partout des partisans et enlève à Isnajar le poste de la garde civile. C'est un signal général. Aussitôt, des hommes en haillons et affamés s'arment de leurs outils rustiques et s'organisent militairement avec des musiques pour exalter leur enthousiasme. Bientôt 10.000, ils s'emparent de Loja sans commettre le moindre excès. Mais une masse imposante de troupes sous le commandement du général Serano del Castillo établit un barrage, puis attaque avec succès. Il fallut de longs efforts, car Perez del Alamo, que M. Bernaldo de Quirós qualifie de Spartacus andalou, chercha à prolonger la résistance avec les plus courageux de ses compagnons. Il fut enfin capturé, condamné à mort et sauvé par la générosité du marquis de la Vega Armijo, ministre de l'Intérieur. La répression fut aussi humaine que la révolte avait été exempte de brutalité : caractères bien rares dans l'histoire des rebellions andalouses !

Tous ces mouvements furent antérieurs à la constitution des partis ouvriers actuels et ne se rattachent à aucune organisation sociale ; leur mécanisme est simple : les paysans sans travail, exaspé-

rés par la faim, envahissent les grands domaines incultes et se partagent les terres qui leur permettront de subsister.

DEUXIÈME PÉRIODE. — *L'agitation anarchiste.*

Mais en 1868, quatre ans après la fondation à Londres de l'Association internationale des travailleurs, l'Italien José Fanelli vint en Espagne grouper les forces ouvrières : son action fut aussi profonde en Andalousie qu'en Catalogne. Rapidement, la tendance méridionale se dessina très nette vers l'anarchisme malgré les efforts de Pablo Lafargue, gendre de K. Marx, pour assurer le succès de la cause socialiste. La propagande facile dans la masse paysanne donna un caractère de généralité aux soulèvements qui accompagnèrent en 1873 la proclamation de la République : les grandes villes furent envahies et déclarées indépendantes : seules, Cordoue et Jaen résistèrent. Dans les campagnes, la révolte devint féroce ; à Montilla, notamment, le registre de la propriété fut détruit et les domaines saccagés. Partout, déclare Angel Marvaud, eurent lieu des partages de terre. A Séville, les sols inexploités furent distribués à tous ceux qui s'engageaient à les mettre en valeur. Toutefois, la réaction suivit promptement et un des premiers décrets du gouvernement intermédiaire en janvier 1874 portait dissolution, pour motif de sûreté, de l'Association internationale des travailleurs.

Pareille mesure provoqua la création de nombreuses petites sociétés secrètes.

Les incendies de moissons, les destructions de vignobles se multiplièrent. Mais, après la crise économique de 1882, l'instruction de crimes ordinaires révéla l'existence, dans la campagne de Jerez, d'une redoutable organisation que l'on surnomma : la Mano negra. « Association subversive de tout ordre social établi », elle prétendait que « la terre existe pour le bien-être de tous les hommes, chacun ayant un droit égal à la posséder ». Ses procédés terroristes favorisèrent la découverte de 150 ramifications groupant 50.000 associés originaires en grosse majorité des circonscriptions d'Arcos, de Jerez et d'Arahal. Tous les membres les plus influents furent arrêtés et après un formidable procès, exécutés en grand nombre (juin 1884). Il convient de ne pas ajouter foi, nous déclarait un avocat de Séville, particulièrement documenté sur les révoltes paysannes, aux récits extraordinaires qui circulent encore en Andalousie sur les exploits de la Mano Negra ; la légende les a trop dramatisés. Certains, Jaurès et Clemenceau en particulier, ont déclaré sur la foi de renseignements d'origine espagnole, que la Mano Negra n'avait été qu'une invention de la police pour étouffer le mouvement anarchiste qui devenait inquiétant en Andalousie.

L'impression causée par la Mano Negra fut considérable ; mais, profitant de la grande misère, la propagande anarchiste reprit plus intense, surtout dans la province de Cadix, par l'organe du *Productor*, journal extrémiste catalan. Et en 1892, au moment où l'effervescence était à son comble, les plaines de

la Caulina, aujourd'hui occupées en partie par une colonie agraire, se couvrirent de paysans armés d'épieux et d'instruments aratoires. Ils marchèrent sur la ville de Jerez qui, toute proche, subit leurs premières violences. Les troupes régionales rétablirent l'ordre ; il y eut quelques condamnations à mort. A partir de cette époque, l'action anarchiste devient de moins en moins prépondérante et, loin de provoquer des soulèvements de grande envergure, elle va se manifester à peu près uniquement par de simples attentats.

TROISIÈME PÉRIODE. — *Les grèves et les syndicats.*

La première grève agraire que l'on connaisse eut lieu, en Andalousie, au moment du procès de la Mano Negra. Depuis un temps immémorial, la moisson se faisait dans la campagne de Jerez avec l'aide de Portugais et de montagnards de Ronda ; ils demandèrent la substitution du salaire à la journée au travail à forfait. Les Portugais, moins exigeants, se mirent cependant à l'œuvre, mais ils durent bientôt désertier les champs, malgré la protection des autorités espagnoles. L'émotion fut très vive parmi les propriétaires. L'habileté du gouverneur de Cadix parvint à résoudre la crise : mais la plus grosse partie de la moisson était perdue.

Jusqu'au début du xx^e siècle, il n'y eut en Andalousie que des grèves rares et sans importance. Mais bientôt le mouvement syndicaliste agraire se répandit dans toutes les provinces avec une force d'autant

plus grande que la misère du paysan n'avait jamais été plus poignante. En 1902, dans la région de Moron, le Centro obrero déclancha la grève de 30.000 ouvriers agricoles sur une question de salaire et de nourriture : une organisation rigoureuse avait établi la liste des propriétaires à supprimer et la distribution des terres. La confiance était telle que beaucoup de mariages projetés avaient été naturellement retardés jusqu'au jour du partage. Comme d'habitude, en Andalousie, les nourrices, originaires pour la plupart des campagnes, se mirent en grève par solidarité. Leur secours ne fut pas suffisant pour empêcher l'échec du mouvement.

C'est dans la province de Cordoue, de 1902 à 1904, que les désordres furent les plus violents; l'activité tenace des syndicats provoqua sans difficulté des grèves nombreuses ; exaspérés par la faim, les ouvriers agricoles, c'est-à-dire l'immense majorité de la population paysanne, brûlèrent granges et domaines, se partageant chaque fois la terre qu'ils avaient envahie. La misère étant générale, les troubles s'étendirent à toute la vallée du Guadalquivir ; le banditisme refit apparition ; on cite encore les exploits de la « cuadrilla » d'El Vivito qui, dans la région sévillane, résista longtemps à la garde civile. Des mesures d'ordre puissantes, la guerre aux syndicats, une répression très dure finirent par empêcher une véritable révolution. En 1903, le gouvernement royal avait mis au concours un plan de réformes pour mettre fin à la crise agraire, en conciliant les intérêts des propriétaires et ceux des ouvriers.

Quatre-vingt-dix mémoires furent présentés, six récompensés et intégralement publiés par les soins de l'Institut des Réformes sociales. Le résultat pratique en fut nul. Dans un article de la *Revue politique et parlementaire* (Tome 50), Henri Cavaillès fait remarquer avec raison que les Espagnols s'imaginent trop facilement une question résolue parce qu'elle a donné lieu à de beaux rapports et provoqué l'accumulation de nombreux dossiers. On peut croire, que s'ils avaient mis à guérir les maux dont souffre l'agriculture andalouse autant de soin qu'à en rechercher les causes, la situation serait peut-être moins critique aujourd'hui.

Deux ans plus tard, une mission du ministère de l'Agriculture se rendit compte du pénible sort des paysans andalous : mais rien ne vint le modifier. Peu après commence la publication par l'Institut des Réformes sociales, de la statistique des grèves ou plus précisément, sans doute, des grèves où il eût à intervenir. Car, dans la province de Cadix, des propriétaires et des paysans nous ont affirmé que dans certains terminos (Jerez, Puerto de Santa Maria) les conflits avaient été annuels, pendant la période antérieure à la guerre européenne.

Or, de 1908 à 1914, le document officiel en accuse 13, dont 8 dans la région de Cadix (ce furent les plus graves), là où les grands domaines incultes abondent particulièrement et où la condition du paysan est la plus lamentable. Ces grèves, causées en général par un refus d'augmentation de salaires, se déroulèrent dans le calme ; le gouvernement, ins-

truit par les événements de 1903, put, grâce à d'imposantes forces policières, les maintenir dans le cadre d'une réclamation pécuniaire, sans que la revendication des terres soit trop ouvertement mise en jeu.

La guerre européenne provoqua, avec l'élévation du prix de la vie, l'exagération de toutes les convoitises. Ainsi, dans la seule période de 1915 à 1917, l'Institut des Réformes sociales signale-t-il 10 grèves, dont 4 dans la province de Cadix (Arcos, Médina Sidonia, Puerto de Santa Maria, Bornos) ; les régions de Malaga et de Grenade en furent seules exemptes. Le malaise économique s'aggravait, quand arriva la nouvelle de la Révolution libératrice du paysan slave. Un souffle d'espérance, raconte Bernaldo de Quirós, fit vibrer le cœur des malheureux Andalous. Le soir, dans leurs tristes cabanes, à la lueur d'une lampe à huile, ils suivaient dans des journaux avancés — *la Voix du Paysan, Terre et Liberté* — les récits de la tragédie russe; les illettrés eux-mêmes achetaient ces feuilles extrémistes, les faisant lire plusieurs fois par leurs compagnons plus instruits, pour connaître par cœur les passages intéressants. Il s'ensuivit un esprit d'exaltation que l'agitateur Salvador Cordon se chargea d'exploiter. Les sociétés ouvrières clandestines se multiplièrent et chaque village compta bientôt un syndicat; la plaine cordouane, foyer du mouvement, groupait 70.000 hommes solidement organisés et prêts à une action décisive.

Or, en automne 1918, les paysans andalous, par un de ces phénomènes fréquents dans l'histoire de

tous les peuples, ne doutèrent plus de l'existence de la « nouvelle loi » décrétée ils ne savaient où, et par qui ; mais elle leur accordait la propriété de la terre, unique objet de leurs désirs. Dans la masse rurale, cette croyance a, d'ailleurs, subsisté. A Séville, deux jornaleros originaires de Constantina, nous confièrent qu'après la Feria, le gouverneur civil de la province dirigerait la distribution du sol aux ouvriers agricoles. A Mairena del Alcor, un habitant déclarait que depuis longtemps le roi avait signé le décret. mais que les caciques locaux s'opposaient absolument à sa mise à exécution. Dans un train encombré de moissonneurs, sur la ligne de Moreña à Baena, en juin 1921, certains d'entre eux parlaient avec une certitude naïve de la répartition des grands domaines, dès que finirait la guerre avec les Maures ; ils ne savaient sans doute pas que la campagne du Maroc a débuté il y a plus de quatre siècles.

Quoiqu'il en soit, en 1918, les 25 et 27 octobre, a lieu, à Castro del Rio, un congrès d'ouvriers agricoles auquel assistent des représentants de toutes les organisations de la campiña de Cordoue, immense plaine fertile entre Guadalquivir et Genil. Des revendications audacieuses sont formulées sur la fixation des salaires dans chaque localité par le Cercle ouvrier correspondant, et quant à l'emploi des chômeurs par les municipes ou le gouvernement, « en attendant le jour où la terre appartiendrait à ceux qui la travaillent ». Mais on s'occupe surtout d'organiser la grève générale agraire. Le 2 novembre, au lendemain d'un meeting manqué, elle éclate, à Baena, tout

d'un coup, comme par ordre. Rapidement, elle s'étend à toutes la province, sauf aux terminos de Fuente Obejuna et de Hijonosa, perdus dans la sierra Morena. Partout des groupes résolus envahissent les champs, les répartissent entre eux, puis dans les domaines éloignés forcent les ouvriers à se joindre à eux et les contremaîtres à partir. Les propriétaires s'enfuient épouvantés à Cordoue, à Séville ou à Malaga ; leurs maisons, leur récoltes brûlent ou sont pillées ; leur bétail se disperse ou crève, abandonné dans les écuries. Les femmes se montrent particulièrement agressives et tenaces ; parfois, il y a des épisodes de véritable guerre, des collisions sanglantes avec la garde civile, puis la troupe. A Zamoranos, hameau du termino de Priego, et dans quelques autres localités, la république type bolchevik est proclamée et pendant trois jours les révoltés sont maîtres dans les gros centres de la région : Aguilar, Montilla.

... Mais l'arrivée de cavalerie en renfort brisa la résistance ; il est très difficile de connaître la vérité sur la répression ; certaines personnes dignes de foi assurent qu'elle fut très violente ; arrestations en masse et disparition de bien des gens sans que l'on puisse connaître leur destin ! procédé courant en Espagne, où la garde civile se charge aisément de réduire le nombre des prisonniers qu'elle escorte entre deux localités éloignées.

Après cet exposé rapide des révoltes andalouses, s'imposent les constatations suivantes :

— L'acuité, mais aussi la brièveté de ces soulèvements, même préparés de longue date, le décou-

ragement rapide des masses sans direction ni cohésion disciplinée, indiquent le caractère d'une race dont les Catalans narguent à juste titre les sursauts énergiques avec mantille et éventail.

— Tous les mouvements importants se sont localisés dans les vallées du Guadalquivir et du Genil, là où sur un sol très riche s'étendent d'immenses domaines.

— Il ressort très nettement que la cause profonde de toutes ces manifestations a toujours été, chez les compagnons de Perez del Alamo comme pour les grévistes de 1918, la revendication de la terre. Tout autre motif n'a servi qu'à provoquer un déclanchement ; et chaque fois qu'ils ont réussi à s'installer dans un domaine, les révoltés ont procédé aussitôt à une distribution du sol.

Aussi doit-on considérer comme une accalmie passagère la tranquillité des campagnes andalouses au cours de ces dernières années : les soulèvements de la plaine cordouane ont provoqué une hausse très sensible des salaires agricoles ; la situation des paysans s'est nettement améliorée ; des promesses alléchantes, telles que la colonisation intérieure, ont aidé à l'apaisement des masses. Les groupements extrémistes, si nombreux en 1918, ont presque totalement disparu : le paysan n'a pas l'esprit corporatif et se lasse vite d'une discipline quelconque ; seules subsistent des associations à caractère anodin. Il y a certainement, dans chaque village, nous ont déclaré deux députés provinciaux, de petits noyaux révolutionnaires que l'apathie actuelle rend momentanée-

ment peu dangereux ; quelques bombes de temps à autre explosent contre un cacique ou un puissant propriétaire, mais aucun mouvement de grande envergure n'est déclenché. Il est très difficile de se rendre compte de l'organisation de ces milieux ; les pouvoirs publics sont peu communicatifs et les ouvriers que l'on suppose documentés ne fournissent que des réponses évasives, surtout à un étranger qui parcourt le pays, pendant une période de répression. Or, notre voyage en Andalousie coïncidait avec les mesures sévères, consécutives à l'assassinat du président Dato. Les gens n'osaient point parler ; la police secrète espionnait toute la région ; partout des suspects étaient arrêtés : à maintes reprises, le long des routes, nous avons croisé de longues files de détenus enchaînés, des paysans pour la plupart, que des pelotons de garde civile escortaient vers les régions voisines, car les prisons des provinces n'étaient plus suffisantes.

La rigueur des précautions policières multipliées jusque dans les plus petites agglomérations, suffit à prouver le danger constant d'un foyer encore tiède qu'une étincelle peut raviver en un instant. Le calme actuel ne sera pas éternel : il s'explique, après les chocs violents de 1918, par une amélioration générale des salaires. Mais, comme le répète José Ortega y Gasset à l'usage de certains politiciens qu'entraîne un optimisme facile, la crise agraire andalouse ne peut se réduire à une question de pain ou de tarifs de journées : les habitants des campagnes désirent posséder la terre et, jusqu'à réalisation de leurs espé-

rances, ils se soulèveront à chaque occasion. La paix n'aura lieu que sur un sol plus équitablement distribué. Quel est donc ce régime dont la persistance équivaut à une menace continuelle de révolution ?

DEUXIEME PARTIE

La Concentration Foncière

CHAPITRE PREMIER

CONSIDERATIONS HISTORIQUES

Avant de constater la concentration actuelle de la propriété foncière dans les provinces andalouses, il convient d'en rechercher les origines à travers l'histoire. Les spécialistes de l'économie nationale sont d'accord pour admettre que la distribution du sol a dû arriver sous la domination romaine au plus haut degré de perfection : la population aurait atteint 60 habitants au kilomètre carré, chiffre vraiment considérable. Columelle nous apprend que le Sud de l'Espagne conserva toujours son organisation économique des temps de la République, alors qu'oisiveté et absentéisme avaient déjà ruiné l'agriculture en Italie et en Afrique.

L'invasion des Goths vint altérer cette situation harmonieuse, les vainqueurs s'attribuant deux tiers du sol pour le distribuer à l'armée suivant grades et

mérites. Mais l'Eglise, en récompense de son intervention heureuse, reçut de grands domaines qu'augmentèrent, déclare Francisco de Cardenas, les donations volontaires des fidèles. Et, dès lors, l'apparition des grands troupeaux transhumants semble avoir porté grosse atteinte à la moyenne propriété.

La victoire du Barbate ouvrit l'Andalousie aux musulmans ; l'envahisseur, contrairement à tout ce que peuvent raconter des chroniqueurs anciens, ne commit pas d'excès ; la terre ne figure pas parmi le butin à distribuer, le soir, sur le champ de bataille, selon les prescriptions de Mahomet.

Cependant, Altamira, dans son histoire de l'Espagne, déclare que Muça, le général berbère, réserva un cinquième des terres pour former un patrimoine public : la culture en fut confiée aux anciens serfs wisigoths moyennant redevance du tiers des revenus au calife, ou à l'émir, son représentant. Ce fonds fut principalement constitué avec les propriétés des églises, du roi vaincu, des nobles fugitifs. On répartit le surplus de ces biens qui n'entra pas dans le domaine de l'Etat, entre les chefs, les soldats, les tribus. Cette dernière mesure, suivie de l'émancipation des serfs, contribua à la division de la propriété en désagrégeant les « latifundios » apparus antérieurement à la conquête berbère.

Au milieu des vicissitudes sans nombre qui accompagnèrent la disparition d'un calife puissant, ce régime foncier subit des atteintes profondes. Altamira indique comme une des principales causes de la dissolution musulmane, la formation de grands

domaines au détriment des exploitations de moindre importance dont l'existence devint précaire sous le poids de contributions écrasantes et de guerres continues. Déjà, en 1030, le cadî Abdul Kassim Mohamed possédait un tiers du termino actuel de Séville.

Cependant, les efforts multipliés des rois chrétiens parvenaient, peu à peu, à chasser les Musulmans du sol de l'Espagne ; de cette reconquête, bien des latifundios actuels d'Andalousie tirent leur origine. Pour intéresser les grands chefs et les ordres puissants au sort des pays nouvellement occupés, tout autant que pour récompenser leurs services, les princes vainqueurs leur distribuèrent d'immenses étendues de terrain ; les bénéficiaires devaient, en retour, équiper une force armée : c'est ainsi que la majeure partie des provinces méridionales échut à une aristocratie de grands seigneurs laïques, de communautés privilégiées, telles que Calatrava, Santiago, Alcantara, San Juan et le Temple, tous très largement dotés. Il y eut bien, déclare Francisco de Cardenas, des distributions entre les soldats, avec l'espoir de peupler des régions inhabitées ; mais la lutte permanente contre l'Infidèle, empêchant toute culture sérieuse, ces lots modestes s'incorporèrent naturellement aux puissants domaines environnants. Les mesures répressives contre les Musulmans, puis les expulsions brutales de Morisques firent disparaître les moyennes et petites propriétés, pendant que les découvertes et expéditions coloniales entraînaient au dehors quantité de seigneurs dont les biens vinrent encore grossir les latifundios déjà considé-

rables. En Andalousie, plus que par les ordres militaires et religieux, le sol fut monopolisé par la noblesse ; des districts entiers appartenait à une seule famille descendante des « reconquistadores ».

Le mal devait s'aggraver dans la suite, car la monarchie, par politique ou par inertie, laissa faire ou favorisa les usurpations de privilèges laïques et ecclésiastiques ; deux phénomènes furent prépondérants :

— Après maintes vicissitudes et nonobstant les efforts opposés par de judicieux législateurs, la noblesse réussit à faire entrer dans la coutume l'établissement de majorats. L'œuvre de concentration de la terre en fut consolidée par l'impossibilité de morceler le sol.

— Partout aussi, se constituèrent des biens de mainmorte pour échapper aux charges fiscales écrasantes.

Le régime foncier se stabilisa donc dans la forme de vastes domaines et il y a un peu plus d'un siècle, le comte de Laborde estimait qu'un tiers de l'Espagne appartenait aux maisons de Medinaceli, d'Albe, de l'Infantado, d'Aceda, et à quelques archevêchés, chapitres ou ordres religieux. C'est en Andalousie que les plus grands espaces se trouvaient aux mains d'un seul maître ; un puissant seigneur pouvait, tout le long de la vallée du Guadalquivir, se rendre de Jérez aux confins de la Manche, sans quitter ses terres.

Au moment où les Cortès de Cadix s'acharnaient à sauver l'indépendance du pays, on crut nécessaire

de faire disparaître les vestiges féodaux. Ainsi se déclanche un mouvement qui aboutit, après bien des vicissitudes, à la « desvinculación » ou suppression des majorats, et à la « desamortización », c'est-à-dire à la libération des biens de mainmorte. Cette dernière opération, ébauchée en 1813, est consommée en trois époques par Mendizabal (1836), Espartero (1855), et en 1888 par le gouvernement de la Régente. Quelques économistes, comme Flores Estrada, préconisèrent la vente des terres de manière à préparer le morcellement du sol et à favoriser la création d'une véritable population rurale. Mais jamais, les ministères espagnols ne veulent adopter pareille méthode ; ils préfèrent fonder la monarchie constitutionnelle en s'attachant une bourgeoisie riche, disposant des moyens financiers nécessaires contre le carlisme.

La « desamortización », déclare Henri Cavaillès, était une mesure urgente et conforme aux vœux du peuple espagnol : durant des siècles, il avait protesté contre l'extension de la mainmorte. Malheureusement, l'opération ne lui fut pas favorable, contrairement à ce que l'on pouvait en espérer ; la vente se fit par lots de grande étendue et ne profita qu'aux capitalistes ; ayant acheté à raison du dixième de la valeur réelle, ils réalisèrent des bénéfices scandaleux. Ces terrains, forêts, pâturages ou landes, avaient jusqu'alors été exploités en commun par le menu peuple des campagnes ; ils étaient un fonds de réserve, une espèce de « Banque des classes pauvres ». Désormais vendus, partagés et enclos, ils

furent perdus pour elles. Des milliers de petits cultivateurs durent accepter la condition de journaliers agricoles, émigrer vers les villes ou l'étranger. Donc, cette « desamortizacion » qui s'attaqua si énergiquement aux biens de mainmorte, ne fit qu'aggraver et accroître le régime de grande propriété qui pèse si lourdement aujourd'hui sur l'Andalousie agraire.

On pourrait s'étonner, à juste titre, de ce que le simple jeu des lois successorales, comparables aux nôtres, n'ait pas amené une division du sol. Un professeur de Faculté de Droit nous a déclaré que le fractionnement était peu sensible, car les familles puissantes ne sont pas très prolifiques ; d'autre part, leur richesse est telle que l'aîné peut se voir attribuer la majeure partie des biens ruraux, la part des cadets étant équilibrée au moyen de capitaux et d'immeubles situés dans les grandes villes ou à l'étranger.

CHAPITRE II

LA REPARTITION FONCIERE ACTUELLE

L'Espagne n'a jamais eu de statistique agricole officielle : c'est à la fois une preuve de l'incurie administrative et une source de difficultés pour les études d'économie rurale. Avant que ne soient terminés les travaux du cadastre, il sera impossible de connaître d'une manière complète la répartition des terres dans les provinces méridionales ; pour chacune d'elles, un service spécial en poursuit l'élaboration et effectue chaque jour des découvertes édifiantes : les grands propriétaires fonciers d'Andalousie, pour la plupart caciques notoires, avaient réussi à dissimuler au fisc plus de 2.400.000 hectares ; ils utilisaient ainsi, pour des fins très personnelles, l'influence politique que leur procurait une grosse fortune. Ce chiffre impressionnant est tiré d'une étude de Francisco Espinosa et G. Perez, fonctionnaires du Ministère des Finances : « *El catastro Parcelario y los Registros de la Propiedad inmue-*

ble ». Il est, d'ailleurs, bien inférieur à la vérité, puisque sa publication date d'une époque où la reconstitution du cadastre n'était guère très avancée. Mais on avait déjà pu estimer des fraudes portant sur 33 % de la superficie totale dans la province de Cordoue et 78 % pour certains villages de la région de Cadix.

Aujourd'hui cependant, sur de nombreux points, les ingénieurs peuvent fournir des données précises. Les bulletins de la « *Junta Central de Colonización y Repoblación interior* » publient également des renseignements provenant d'informations minutieuses et, en Andalousie même, quelques personnes s'intéressant au problème agraire possèdent une documentation soigneusement établie sur la région qu'elles habitent.

PROVINCE DE CORDOUE

Données recueillies au Bureau Agronomique du Cadastre :

Etendue de la province en hectares....	1.319.672
Nombre de propriétés	208.482
Nombre de propriétaires	63.040
Superficie moyenne par propriété.....	6 h. 3
Superficie moyenne par propriétaire....	20 h. 7

Ces chiffres absolus ne peuvent donner une idée exacte de la concentration foncière, mais permettent

de faire ressortir le nombre restreint de propriétaires sur les 500.000 hectares que compte, au minimum, la province (recensement de 1910). Il est plus instructif de considérer l'étendue de chaque termino municipal et le nombre, de propriétés et de propriétaires correspondant.

Termino	Superficie	Nombre de Propriétés	Nombre de propriétaires
Montoro	104.200 h.	5.689	1.803
Villaviciosa ..	52.020 h.	2.757	535
Almodovar ..	16.172 h.	369	152
Cordoba	120.341 h.	1.924	1.021
Hornachuelos	89.040 h.	468	183

Les propriétaires possèdent donc en moyenne :

58	hectares à Montoro ;
98	— à Villaviciosa ;
106	— à Almodovar ;
117	— à Cordoue ;
487	— à Hornachuelos.

Ces 5 terminos représentent 381.773 hectares sur les 1.319.672 de la province entière ; donc, beaucoup plus du quart. Ils sont répartis entre 3.694 propriétaires possédant chacun une moyenne de 103 hectares.

D'un état publié par le *Boletín de la Junta Central de Colonización y Repoblación interior* (1^{re} année n° 3), il ressort que :

— 772.526 hectares sont occupés par des propriétés de plus de 100 hectares, c'est-à-dire 58,7 %

de la superficie totale de la province.

Une carte spéciale de la région cordouane indique combien, dans chaque termino municipal, les domaines supérieurs à 100 hectares occupent de la superficie totale. Le pourcentage n'arrive pas à 25 dans quelques rares villages (la Carlotta : 6, Rute : 17,8, Isnajar : 22), mais il dépasse 50 dans les deux tiers de la province et atteint 83,6 à Palma del Rio, 85,4 à Almodovar et 94,9 à Hornachuelos.

Il est intéressant de noter que dans les quelques endroits où la répartition semble mieux équilibrée, une partie de la terre se trouve fractionnée à l'excès, ne permettant pas au propriétaire d'y puiser les ressources nécessaires pour vivre de son unique travail. A Montemayor, par exemple, 5.458 hectares forment 2.838 lots pour 961 propriétaires. Mais il faut remarquer que 2.046 parcelles ne couvrent que 550 hectares aux mains de 602 personnes et que cinq domaines appartenant à 4 propriétaires s'étendent sur plus de la moitié de la superficie totale..

— 246 domaines de 500 à 1.000 hectares couvrent 165.069 hectares avec une superficie moyenne de 671 hectares.

— 105 propriétés de plus de 1.000 h. occupent 228.953 hectares avec une superficie moyenne de 2.180 hectares.

— 30 % de la superficie de la province, c'est-à-dire 394.022 hectares se répartissent entre 351 domaines d'une contenance moyenne de 1.123 hectares.

Et Don Angel de Torrejon y Boneta, ingénieur agronome, estime qu'au minimum 60 % de la superficie totale est dans les mains de 864 propriétaires pour une part moyenne de 992 hectares. Il prétend même que le tiers de la province appartient à 176 personnes, possédant chacune en moyenne 2.246 hectares. A El Viso, le marquis de Valmediano détient plus de 8.000 h. d'un seul tenant ! Et nombreux sont ceux dont les domaines forment des blocs de 4 à 5.000 hectares.

La province de Cordoue se trouve donc soumise à un régime de concentration foncière, très nettement marqué. La petite et la moyenne propriété y sont exceptionnelles, sauf dans les terminos méridionaux (région de Lucena, Montilla, Aguilar). Partout ailleurs, les quelques parcelles qui subsistent ont tendance à se fondre dans la masse des latifundios. Un ingénieur des monts et un député provincial nous ont déclaré que le phénomène était surtout sensible dans la vallée du Guadalquivir, entre El Carpio et Palma del Rio.

PROVINCE DE SEVILLE

Le service agronomique du cadastre n'a communiqué qu'un état incomplet portant sur 43 villages, d'une étendue de 431.000 hectares, ce qui représente environ le tiers de la province. Mais il suffit de considérer quelques-uns de ces terminos

situés à des latitudes différentes pour se rendre compte de la concentration foncière.

A Castilblanco, sur 32.388 h., 27.000, c'est-à-dire 82 %, forment de grandes propriétés. Constantina au nord, Las Cabezas de San Juan au sud, Lora del Rio à l'est, Aznalcollar à l'ouest, Carmona en plein centre, près de la vallée du Guadalquivir, ont plus de 75 % de leur sol réparti entre des domaines dépassant cent hectares.

Dans un article publié par le *Bulletin de la Junta de Colonizacion* (1^{re} année, n° 2), les ingénieurs agronomes du service cadastral de Séville citent quelques exemples frappants :

A El Pedroso, une seule personne possède la moitié du termino, soit 15.000 h. Elle est, d'autre part, propriétaire de 5.000 hectares à Almaden de la Plata et de 21.000 à Aznalcázar.

Des 68.000 hectares d'Utrera, 45.000 appartiennent à 30 propriétaires.

Le tiers de Fuentes de Andalucía se trouve dans les mêmes mains que d'importantes étendues en d'autres régions andalouses.

Non loin de Coria, à La Puebla, un seul domaine groupe 25.000 hectares.

Et il serait aisé, déclare M. Pascual Carrion, de fournir une longue liste de propriétaires disposant de 5.000 hectares.

On rencontre toutefois, aux environs de Séville, quelques villages autour desquels le sol se trouve mieux réparti : Mairena del Alcor, Santiponce, Villa-

nueva del Ariscal ; mais l'étendue en est très restreinte comparée aux immenses terminos que se partagent quelques grands domaines.

PROVINCE DE CADIX

C'est elle qui fournit, en général, les chiffres les plus édifiants pour démontrer le régime de concentration foncière en Andalousie. En 1903, lors du concours royal, un ingénieur agronome, Don José Quevedo y Garcia Lomas, dans un mémoire publié par l'Institut des Réformes sociales, a pu soutenir sa thèse avec des données émanant de cette seule province. Il prétendait, notamment, que, sur ses 460.000 habitants, il n'y en avait que 28.117 assujettis à l'impôt foncier.

Les ingénieurs du cadastre ont établi qu'aux 684.704 hectares de superficie totale correspondent 50.880 lots et 23.155 propriétaires possédant en moyenne 30 hectares. En examinant les terminos un par un, l'inégalité de répartition apparaît rapidement. A Castellar de la Frontera, au nord d'Algesiras, la superficie moyenne pour chaque propriétaire atteint 438 h. 43. Elle est de 88,20 à San Roque, de 97,42 à Jerez, de 177,56 pour Alcala de los Gazules, et de 177,56 pour los Barrios ; mais dans ces deux dernières localités, la présence de « montes publicos » leur appartenant, suffit à expliquer des moyennes aussi élevées.

Quoi qu'il en soit, seuls, quatre terminos sur 40,

n'ont pas plus de 25 % de leur territoire occupé par des propriétés supérieures à 100 hectares et 71 % de la province se répartit entre 1.165 domaines d'une superficie moyenne de 420 hectares. La concentration est aussi marquée dans la région des cultures que dans celle des forêts :

— Sur les 39.189 hectares de Tarifa, en pleine zone de chêne-liège, 29.270 sont occupés par 36 propriétés d'une moyenne de 813 hectares. Une seule personne, déclare Don José Quevedo, en détient 18.000.

— A Bornos, où la terre, riche, convient aux céréales, un domaine couvre 4.000 hectares sur les 5.257 de superficie totale.

Il convient de citer tout spécialement le termino de Jerez de la Frontera, le plus vaste de toute l'Espagne avec ses 139.462 hectares dont les marais du bas Guadalquivir n'occupent qu'une faible partie. Parmi les 82 domaines dépassant 500 hectares qu'on rencontre sur son territoire, beaucoup appartiennent à un même propriétaire qui, de ce fait, possède d'immenses étendues.

La province de Cadix, plus que celles de Cordoue et de Séville, présente donc un phénomène de concentration foncière indiscutable. On n'y connaît guère que deux terminos dont le sol soit heureusement divisé : Rota et Chipiona, sur la côte Atlantique, se répartissent entre des champs, des vergers et des vignobles d'étendue moyenne ; l'aisance y règne et, de l'avis des ingénieurs agronomes, les grèves y sont inconnues. Tandis que dans les territoires limi-

trophes, à Jerez et à Puerto de Santa Maria, l'immense majorité de la population paysanne connaît la misère et souvent la famine.

LES AUTRES PROVINCES

Si à Cordoue, à Séville, à Cadix, d'immenses domaines se répartissent la presque totalité du sol, dans les cinq autres provinces, la concentration foncière en peu de mains, bien qu'existant d'une manière notable, n'a pas empêché le développement de la petite et de la moyenne propriété.

Certes, des environs de Huelva, à l'embouchure du Guadalquivir, sur 60 kilomètres de longueur de côte Atlantique, s'étend, jusqu'à forte distance dans les terres, le plus formidable des latifundios d'Andalousie, le « coto de Doñana », appartenant exclusivement à un grand d'Espagne. D'autre part, sur les confins de l'Estramadoure, et à l'opposé, en Andalousie orientale, il n'est pas rare de rencontrer d'imposants domaines. Andrès Barthe y Barthe, étudiant les grandes propriétés rustiques en Espagne, parle de 24.545 hectares pour 6 propriétaires, chacun d'eux en possédant, en moyenne, 4.090, et cela dans la seule province de Grenade. Dans Malaga, toute voisine, les terminos d'Antequera, de Campillos et de Ronda connaissent la concentration foncière tout autant que les campagnes de Jerez ; de même à Almeria et à Jaen, on peut trouver des exemples intéressants, bien que plus rares.

Mais, d'une manière générale, ces grands domaines, contrairement à l'ensemble des latifundios de Cordoue, de Séville et de Cadix ne couvrent que des sols de qualité moyenne, de valeur économique peu importante. Le coto de Doñana renferme surtout des dunes et des marécages qui rendent malsaines les parcelles que l'agriculture pourrait utiliser; la végétation se borne à quelques bois de pins francs et l'absence de bonnes herbes interdit l'élevage. De même, sur les contreforts pierreux des sierras orientales, le problème de la répartition du sol ne se pose pas; le voyageur qui emprunte la voie ferrée d'Algésiras à Grenade par Bobadilla, traverse d'immenses étendues dénudées, à végétation maigre et rare, parmi des rochers striés que la lumière d'Andalousie colore de tons somptueux. Qu'importe qu'en ces endroits, des centaines d'hectares soient accaparés par une même personne; quelques jours par an, ils peuvent, au besoin, servir de pâturage à des moutons, lorsque, après les pluies du printemps, le soleil fait jaillir au milieu des pierres, quantité d'herbes qui se fanent et disparaissent rapidement. Dans les provinces orientales, la majorité des terrains n'ont, en somme, qu'une utilisation très courte; on s'explique ainsi, pourquoi les conséquences d'un régime de latifundios sont peu graves; d'autant plus que les vallées où la présence d'eau sur des couches alluvionnaires provoque une fertilité incomparable, se trouvent divisées entre des petites propriétés. Dans les gorges encaissées des affluents du Genil, on reconnaît le paysage caractéristique de la campagne

de Guipuzcoa ; des haies limitent des enclos ; chaque maison est entourée de vergers, de champs, de prairies ; les habitants ne se groupent plus en agglomérations compactes comme sur les rives du Guadalquivir, qui sont cependant tout aussi irriguées. Dans la célèbre vega de Grenade, aucune propriété ne dépasse cent hectares et très peu en atteignent dix. Les plaines de Malaga et de Guadix présentent ce même caractère. Et la province de Jaen, sauf pour les terminos qui confinent à la campiña de Cordoue, connaît une répartition foncière bien équilibrée.

Cette promenade rapide à travers l'Andalousie agraire permet toutefois de distinguer deux zones :

— L'une, en majorité orientale où la plupart des grands domaines englobent des sols maigres qu'un élevage transhumant peut seul utiliser en attendant le reboisement méthodique depuis longtemps annoncé. Les terres fertiles, par contre, y sont, en général, divisées avec harmonie entre moyennes et petites propriétés : aussi le problème agraire s'y maintient-il dans le cadre technique d'amélioration de culture, d'hydraulique ; en de rares endroits seulement, il revêt son aspect social de lutte pour la possession du sol.

— Une seconde zone s'étendant sur les provinces de Cordoue, de Séville et de Cadix, là où l'ensemble des terminos riches ou pauvres se trouvent répartis entre d'immenses « latifundios ». Le nombre des propriétaires est exceptionnellement restreint ; la majorité d'entre eux ne possèdent que des étendues

dérisoires ; quelques-uns se partagent tout le reste. Dans les rares endroits où un morcellement se manifeste, peu de parcelles sont suffisantes pour nourrir une famille. Et, de ce fait, l'immense majorité de la population rurale, en l'absence de l'industrie, se trouve nécessairement obligée de travailler dans les grands domaines en qualité d'ouvriers agricoles. Elle forme la masse des « jornaleros », des « braceros », que le désespoir d'une vie misérable pousse souvent aux pires violences.

TROISIEME PARTIE

L'Absentéisme

CHAPITRE PREMIER

LES PROPRIETAIRES

L'existence de grands domaines dans les provinces méridionales de l'Espagne ne provoquerait pas, sans doute, tant de maux si la conduite des propriétaires ne venait en aggraver les conséquences. Sans aller jusqu'à prétendre, comme l'auteur d'un mémoire présenté au concours de 1903, que les « latifundios » aux mains d'hommes conscients de leur tâche seraient une source de prospérité et l'agent le meilleur du progrès agricole, on doit cependant reconnaître qu'en Andalousie, l'absentéisme rend intolérable le régime de concentration foncière.

Dans son livre sur les « *Transformations générales du Droit privé* », M. Duguít déclare : « L'évolution juridique actuelle se caractérise par la substitution constante et progressive d'un système juridique d'ordre réaliste et socialiste à un système d'ordre métaphysique et individualiste ». A la notion traditionnelle de droit subjectif, s'oppose celle de fonction

sociale, et c'est quant à la propriété que ces changements ont été les plus sensibles.

Malheureusement pour la prospérité économique de son pays et le bien-être des populations, le propriétaire foncier andalou n'a point été touché par cette évolution. Et, de lui-même, il n'en a point compris la nécessité. Loin de connaître les devoirs sociaux qui lui incombent, il ne se soucie que de la satisfaction de fins individuelles ; le droit inviolable et sacré qu'il possède de la manière la plus absolue sur d'immenses territoires ne correspond pour lui à aucune obligation vis-à-vis de ses semblables. Il emploie son bien pour ses seules convenances, oubliant qu'en raison de l'interdépendance qui lie les membres d'une collectivité, la propriété n'est « que la fonction sociale du détenteur de la richesse ».

Il est, à l'heure actuelle, très rare qu'un propriétaire de biens fonciers en Andalousie, habite sur ses terres ; avant les événements de 1918, on en comptait encore quelques-uns résidant à la campagne ; mais, effrayés par la violence des révoltes, ils gagnèrent à la hâte les gros centres où la troupe et la garde civile les protègent contre les paysans. A Séville, à Cordoue et à Grenade, s'est réfugiée la majeure partie des aristocrates terriens : ils y vivent oisivement, en de somptueuses habitations, et émigrent l'été vers les plages de Biscaye. D'autres ont quitté les provinces méridionales pour Madrid ou les grandes capitales européennes ; ils sont allés grossir la liste déjà longue des propriétaires absolument étrangers à

l'Andalousie : ces derniers possédaient déjà, en 1903, prétend Don José Quevedo y Garcia Lomas, les $\frac{2}{5}$ de la province de Cadix, dont le territoire entier de Castellar, la moitié environ du termino de Jerez et 9.041 hectares sur les 11.721 que compte Espera !

Qu'il vive à Séville ou à Paris, le propriétaire de « latifundios » andalous ne se préoccupe réellement que d'encaisser avec régularité le montant des revenus fonciers ; l'étendue de ses domaines, plus que la valeur de l'exploitation, les lui procure suffisants ; aussi ne songe-t-il point à les augmenter par une intervention directe. D'ailleurs, son instruction est toute superficielle et il ne sent pas la nécessité d'une éducation technique, ou simplement intellectuelle qui lui coûterait un effort. De l'amélioration des cultures, des travaux d'irrigation, du bien-être des ouvriers, il n'a aucun souci ; les seules dépenses qu'il engage, assureront le luxe d'une habitation dans laquelle ses séjours ne sont que de courte durée ; autour de la maison confortable, s'élèvent une chapelle particulière, de vastes garages et écuries ; non loin de là, les travailleurs ont à vivre entassés dans de répugnantes cabanes, privés d'une hygiène élémentaire.

Si grande est leur indifférence, prétend un ingénieur du cadastre, que peu de propriétaires songent à contrôler, de temps à autre, l'administration des gérants auxquels ils laissent le soin entier de diriger l'exploitation et l'occasion continuelle de profiter d'un manque de surveillance. Beaucoup ne connaissent, d'ailleurs, leurs domaines que par les titres

qu'ils ont reçus de leurs pères : et l'on rencontre des jeunes gens de 25 ans ignorant la situation géographique de plusieurs milliers d'hectares dont la succession va leur échoir prochainement. Il y a quelques années, Don José del Prado y Palacio, député et riche propriétaire, pouvait écrire dans *l'Imparcial* :

« Nous connaissons des personnes possédant depuis longtemps d'immenses domaines en Andalousie, qui ne les ont même pas visités une seule fois, ce qui ne leur aurait guère coûté que huit à dix heures de voyage confortable en sleeping-car. »

Il est, d'ailleurs, rare qu'un grand propriétaire se rende sur ses terres dans un autre but que la chasse ou l'essai des taureaux de combat : ce sont là deux plaisirs très goûtés et l'étendue de sol sacrifiée pour leur satisfaction montre, à elle seule, ce qu'est l'absentéisme en Andalousie.

Parmi les 17 terminos les plus fertiles de la province de Séville, 50.000 hectares sont consacrés au bétail de « corridas » ; à Ecija, Moron de la Frontera et Utrera, d'immenses enclos contiennent quelques fauves ; le même spectacle se retrouve à tout moment sur les terres alluvionnaires qui bordent le Guadalquivir : là, où le coton pousserait, au dire des techniciens, dans un milieu très favorable, le sol reste en friche pour permettre à deux ou trois taureaux d'acquérir dans un cadre sauvage, la férocité nécessaire aux combats de l'arène. Dans la province de Cordoue, des sols non moins fertiles, de Palma à Villa del Rio, n'ont d'autre destination que cet élevage de luxe qui utilise de vastes espaces et un per-

sonnel insignifiant. Et dans tous ces terminos, de nombreux « jornaleros » sans travail réclament en vain le morceau de terre qui leur permettra de ne pas mourir de faim.

Partout aussi, les chasses se sont multipliées. Elles occupent 10.000 hectares en pleine vallée du Guadalquivir, dans le termino de Cordoue ; 16.870 h. à Villaviciosa ; 31.000 à Montoro ; 47.000 à Hornachuelos : ce sont justement les districts où la concentration foncière s'accuse la plus forte. Aussi, dans la province de Cadix, le mal est-il encore plus grave ; les ingénieurs du cadastre le combattent avec énergie, réclamant à chaque occasion la disparition des « *cotos de caza* » : la plupart occupent des régions fertiles dont l'utilisation agricole rationnelle serait une source de richesse ; le spectacle est désolant : de nombreux domaines incultes, pour le seul plaisir cynégétique de quelques privilégiés.

Nous avons pu, à Séville même, approcher quelques-uns des puissants propriétaires de la région dans un des cercles où ils passent, chaque après-midi, de longues heures à causer et à fumer, assis dans de profonds fauteuils. Ils se montrent courtois, mais assez rebelles à tout entretien sur la question sociale. A les entendre, l'existence loin des domaines est rendue inévitable par les violences révolutionnaires. Ils continuent bien à recevoir des lettres de menaces, mais se sentent en sûreté dans les grandes villes. L'un d'eux raconte avec effroi la nuit tragique d'automne 1918 où il eut à s'enfuir avec sa famille, de sa maison de campagne, pillée

puis incendiée par les révoltés. Tous ces mouvements n'auraient d'autre origine que la propagande d'extrémistes catalans, dont les promesses faciles excitent rapidement le caractère impulsif des paysans. Or, l'immense majorité des « jornaleros » se trouve incapable de mener à bien une entreprise agricole ; ils sont paresseux, imprévoyants, ignorants et toute répartition des grands domaines n'amènerait que confusion et famine. En général, ces propriétaires espèrent qu'une surveillance minutieuse des milieux révolutionnaires amènera l'apaisement des esprits. Il suffit d'attendre : d'eux-mêmes, les habitants des campagnes se rendront compte qu'ils sont victimes d'excitations dangereuses ; la désertion des syndicats serait déjà un signe de cette tendance heureuse. « Une prospérité paisible, nous dit avec emphase un de ces « tierratenientes », ne règnera en Andalousie qu'avec le respect de l'ordre social actuel et une pratique plus fervente de la religion. »

Ce sont là deux conditions qui n'exigent pas grand sacrifice de leur part et le problème ne s'en trouverait point avancé : quelques privilégiés connaîtraient une existence tranquille et oisive, et tout un peuple continuerait à souffrir misérablement.

Il est cependant un devoir de rendre hommage à l'activité bienfaisante de trop rares propriétaires : par une intervention directe intelligente et avec une entière compréhension de leur rôle social, ils ont transformé leurs domaines en prospères oasis parmi l'immense désert des terres délaissées. Leur expérience personnelle des conditions du travail rural et

de la technique agraire leur a permis d'améliorer notablement le sort de leurs employés : salaires élevés, cession de parcelles sous des conditions de ferme avantageuses pour la partie prenante ; et on nous a même cité un essai intéressant d'éducation gratuite des enfants d'ouvriers.

De tels exemples ne sont malheureusement pas suivis ; loin d'y puiser un stimulant, les propriétaires continuent à vivre dans une indifférence coupable agissant, déclare M. Henri Lorin, en rentiers qui ne savent pas prévoir le moment fatal des conversions : incapables de saisir le sens profond des soulèvements passés, ils s'étonneront naïvement en face de la révolution qu'ils préparent.

CHAPITRE II

L'EXPLOITATION DES LATIFUNDIOS

Les propriétaires andalous se désintéressant, pour la plupart, de l'exploitation de leurs domaines, la confient à des administrateurs dont le manque de probité est devenu légendaire en Espagne. Ils s'efforcent, par des procédés peu honnêtes, de réaliser rapidement la fortune qui leur assurera une existence tranquille : ce sont, en général, des gens énergiques, mais sans instruction, incapables de diriger rationnellement des entreprises qui exigent une sérieuse éducation technique. Il est bien rare que leur valeur personnelle parvienne à atténuer les conséquences de l'absentéisme des maîtres.

Or, le rôle de ces gérants pourrait être particulièrement bienfaisant ; car, sur les grands domaines d'Andalousie, l'exploitation est en général directe ; le contrat de louage (*contrato de arrendamiento*) et le colonat partiaire (*arrendamiento por aparceria*) ne se rencontrent que très rarement. Les terres sont donc travaillées par des équipes d'ouvriers agricoles opérant à la journée, plus rarement à la tâche ; ordres et surveillance des administrateurs (*apoderados*)

visent immédiatement tout ce qui se fait sur le territoire du latifundio. De si grands pouvoirs restent sans effets heureux, car les propriétaires se désintéressant de leurs domaines en dehors de la rente qu'ils estiment suffisante, n'exercent aucun contrôle ; les gérants, dont le zèle n'est jamais stimulé, travaillent pour leur propre compte. Aucune amélioration n'est introduite et on peut, sans trop d'exagération, déclarer que l'agriculture se trouve aujourd'hui, en Andalousie, au même stade qu'il y a quatre siècles ; les procédés contemporains n'ont pas modifié les méthodes surannées ; il suffit, pour s'en rendre compte, d'examiner les diverses manifestations d'activité rurale sur l'étendue des grands domaines.

LES CÉRÉALES

La culture des céréales est prédominante et variée : seigle, maïs, avoine, orge ; mais le blé tient la première place. En 1919, 734.258 hectares ont été semés dans toute l'Andalousie et ont produit 6.569.852 quintaux métriques, selon les chiffres fournis par l'annuaire de statistique : la moyenne est donc inférieure à 9 quintaux par hectare pour une récolte tenue pour assez bonne. Si l'on tient compte des rendements extraordinaires de certains terrains (37 quintaux dans les vegas de Grenade et de Loja), on conviendra d'une culture très déficitaire dans l'Andalousie en général ; les provinces des plateaux castillans aux sols bien moins riches ne connaissent pas d'aussi piètres résultats.

Tandis que les petits propriétaires des coteaux de Sanlucar la Mayor, dans la région de Séville, obtiennent, chaque année, 18 à 20 quintaux par hectare, les grands domaines de la plaine pratiquent encore le système dit des trois feuilles « *tres hojas* » ou du *tercio*. Les terres destinées à la production des céréales se divisent alors par tiers et sont soumises à la rotation suivante :

Trigo : blé.

Barbecho : jachère.

Descanso : repos.

Ainsi, sur trois hectares, un seul se trouve porter une récolte que Don Pascual Carrion estime, en moyenne, à 11 quintaux, même sur les sols alluvionnaires qui bordent le Guadalquivir. Car, les travaux sont aussi simples que possible : un labour précède des semailles à la volée ; il est rarement d'une profondeur suffisante : on voit, alors, dans ces grands domaines, de nombreux attelages, jusqu'à trente parfois, opérant côte à côte sur une même pièce de terre, sous la direction d'un contremaître ou « *capataz* », qui les surveille du haut de son cheval. Le blé d'Andalousie monte vite ; après les pluies du printemps, ce sont, en général, des femmes qui enlèvent à la main les mauvaises herbes ; rarement la charrue repasse. Si les circonstances atmosphériques n'ont pas été trop défavorables, la récolte s'effectue, en juin, par de fortes équipes d'ouvriers, armés de grandes faucilles, sous d'immenses chapeaux d'alfa tressé.

Peu de tentatives ont été faites par les grands propriétaires pour remédier à une culture si primitive ; à la suite de la prospérité passagère que connut l'Espagne pendant la guerre européenne et excités par des bénéfices considérables et faciles, certains ont introduit dans leurs domaines les procédés permettant une récolte annuelle ; mais, la tendance vers les conditions économiques normales ne les a pas encouragés dans cette voie et partout les ingénieurs agronomes notent un retour aux méthodes anciennes. Sans contredit, depuis quelques années, il s'est vendu bon nombre de machines agricoles et des plus perfectionnées ; mais ce fut là une simple fantaisie luxueuse qui se limita à des expériences coûteuses devant un cercle d'amis ; leur emploi rencontre, d'ailleurs, l'hostilité des « jornaleros ; ils en redoutent la concurrence et n'hésitent pas à provoquer les accidents nécessaires pour rendre le mécanisme inutilisable.

A maintes reprises, des moissonneurs nous ont déclaré que l'utilisation des machines n'était qu'une manœuvre des propriétaires pour priver de leurs salaires les ouvriers qui s'étaient mis en grève. Dans les terminos éloignés, une crainte superstitieuse entoure une simple faucheuse-lieuse ; les paysans y voient une innovation téméraire, quelque chose d'analogue à la « bida » des musulmans marocains. Et sur l'impériale de la diligence qui va de Cadix à Tarifa, à travers une des régions les plus sauvages de l'Andalousie, nous avons entendu un « jornalero » revenant des champs du Guadalquivir, expli-

quer à ses compagnons de voyage les méfaits de ces « outils du diable ».

Le clergé des campagnes entretient cet état d'esprit : dans la région de Cordoue, une société faisait défoncer par une charrue à vapeur une superficie inculte pour y planter des arbres ; ému de cette atteinte à sa terre, le curé du village se plaça devant la machine pour en arrêter le travail ; il fallut, pour en permettre la continuation, que la garde civile intervienne.

L'usage des engrais chimiques, autrefois totalement inconnus, a tendance à se répandre, surtout depuis que des usines, établies par des étrangers, en produisent d'importantes quantités, en Andalousie même ; leur emploi a augmenté dans ces dernières années le rendement de certaines terres ; mais, comme le font remarquer les ingénieurs agronomes, en l'absence de fumier, ces sols se minéralisent très fortement et ne pourront d'ici peu être utilisés par aucun genre de culture.

L'OLIVIER

Déjà aux temps de la domination romaine, l'Andalousie exportait une huile estimée ; en 1919, la récolte a atteint 9.607.000 quintaux métriques, les $\frac{3}{5}$ environ de la production espagnole ; les oliviers sont, d'ailleurs, mieux soignés que les champs de céréales et même, dans certains latifundios, on remarque la bonne tenue du sol et des arbres. Tou-

tefois, *l'Information sur le problème agraire dans la province de Cordoue* (Institut des Réformes Sociales : 1919) enregistre le mauvais état de maintes plantations parmi les grands domaines des terminos méridionaux.

ELEVAGE ET TERRES INCULTES

Mais la caractéristique la plus frappante des « latifundios » d'Andalousie reste le développement formidable des terres incultes. Depuis le sombre défilé de Despeñaperros jusqu'à la presque île étincelante de Cadix, le long de la vallée du Guadalquivir et à travers les plaines occidentales, les sols travaillés succèdent brutalement aux espaces en friche sans qu'aucune raison naturelle explique un changement si radical ; à côté de plantations vigoureuses d'orangers ou d'oliviers, autour de champs de légumineuses en plein rapport, de vastes superficies se trouvent dans un abandon complet. M. Pascual Carrion estime à un million d'hectares, les terrains de première qualité portant simplement une végétation spontanée ; aux rives mêmes des grandes fleuves, là où un travail intelligent ferait lever des récoltes prodigieuses, des buissons de génévriers et de lentisques alternent avec des touffes de palmiers nains parmi de mauvaises herbes d'espèces fort variées : c'est la dehesa, la même qu'on retrouve sur les pentes des chaînes de Ronda et de Grenade, ou sur les gradins déshérités de la sierra Morena.

Quelques chiffres feront plus rapidement comprendre l'étendue formidable des terres incultes en Andalousie et leur développement anormal dans les latifundios.

Don José Quevedo y Garcia Lomas estime que, pour la seule province de Cadix, les $\frac{2}{5}$ de la superficie totale sont abandonnés à la végétation spontanée ; là où se rencontrent les grands domaines, la proportion s'accroît : à Jerez et Medina Sidonia, la moitié des terminos reste inculte ; à Castellar, 12.000 sur 17.700 hectares.

Dans le numéro 3 des *Bulletins de la Junta Central de Colonizacion*, Don Angel de Torrejon y Boneta déclare que 609.000 hectares, soit la moitié environ de la province de Cordoue, sont occupés par des dehesas ; dans les districts à forte concentration foncière, le pourcentage des terres incultes augmente considérablement ; pour les « latifundios » d'Ovejo, elle atteint 99 %, 89 à Villanueva del Duque, 83 à Adamuz, bien que la plus grande partie du sol pût porter, au dire des ingénieurs agronomes locaux, des céréales, ou tout au moins des oliviers.

Et même dans les riches plaines sévillanes, la dehesa reparaît à tout instant ; elle occupe 560.000 hectares, 41 % de la province. Mais, dans ce chiffre figurent les « marismas », vastes terrains marécageux, à l'embouchure du Guadalquivir. Toutefois, d'après une carte publiée par la *Junta Central de Colonizacion*, les sols incultes couvrent :

— De 25 à 50 % de la superficie totale pour les terminos de Constantina, Cantillana, la Campana, la Rinconada, Huevar, Moron de la Frontera, Las Cabezas de San Juan.

— Plus de 75 0/0 à San Nicolas del Puerto, la Sierra, El Real de la Jara, las Navas de la Concepcion, El Ronquillo, Guillena, Gerena, Villanueva del Rio, Bollulos de la Mitacion.

— De 50 à 75 0/0 pour Alanis, Cazalla de la Puebla de Los Infantes, El Pedroso, Almaden de la Plata, Castilblanco, El Castillo de las Guardas, Aznalcollar, El Garrobo, La Luisiana, Villamanrique, Aznalcazar, La Puebla junta a Coria, Lebrija et Coripa.

L'ensemble de ces districts représente plus des 2/5 de la province de Séville ; la plupart sont soumis à un régime de grande propriété. Par contre, là où le sol se répartit d'une manière plus heureuse, seules ne sont incultes que les terres de qualité inférieure ; à Santiponce, Algaba, Las Corrales, les céréales poussent sur plus de 95 % du territoire ; la campagne y reprend l'aspect habituel aux régions riches d'Europe. Mais, plus haut, sur l'étendue des latifundios, dans la vallée du Guadalquivir, vers Lora del Rio, de grasses alluvions ne portent qu'une maigre végétation de dehesas.

Depuis longtemps, de bons esprits ont signalé et attaqué ce formidable développement de terres incultes, caractère essentiel du mal profond qui trouble les champs andalous. Mais il a aussi trouvé

des défenseurs acharnés ; les grands propriétaires et même certains économistes ont essayé de justifier son existence par les nécessités de l'élevage. Le régime des pluies dans les provinces méridionales ne permet pas, en effet, d'obtenir des prairies artificielles sans irrigation ; or, l'utilisation rationnelle de l'eau se rencontre rarement ; il faut donc sacrifier au bétail des étendues immenses pour qu'il trouve les herbes suffisantes à sa nourriture.

Un tel raisonnement ne peut être accepté. L'absence de prairies artificielles n'est imputable qu'au délaissement par les grands propriétaires de systèmes hydrauliques suffisants. D'autre part, comme le fait remarquer Don Angel de Torrejon y Boneta (*Junta de Colonizacion, Boletin* n° 3), chaque hectare cultivé en céréales procure annuellement, pour le bétail, une quantité de nourriture d'une valeur approximative de 30 pesetas, tandis que les dehesas ne rendent pas 9 pesetas. L'abandon de si grandes étendues ne saurait donc s'expliquer ainsi.

D'ailleurs, dans les grands domaines, l'élevage souffre, lui aussi, de la négligence des propriétaires ; car, seuls, les taureaux de combat méritent quelque préoccupation. Sur les latifundios, la proportion de bétail n'atteint pas 200 kilogr. à l'hectare, là où, déclare Don Pascual Carrion, elle devrait être quatre fois plus forte. La stabulation est inconnue, les races ne s'améliorent pas ; pendant la guerre, des ventes à bon prix aux étrangers ont diminué très sensiblement le cheptel ; aujourd'hui, l'Andalousie,

malgré l'immensité de ses pâturages, n'arrive pas à suffire à sa consommation de viande.

LES POSSIBILITÉS AGRICOLES

Plusieurs essais l'ont prouvé : les conditions physiques et climatiques permettent, dans les provinces méridionales espagnoles, certaines cultures industrielles ; elles exigent malheureusement des capitaux considérables que, seuls, les grands propriétaires, en l'absence de crédit agricole, sont en mesure de fournir ; mais la perspective de bénéfices sérieux ne parvient pas à réveiller leur indifférence : alors que le problème du coton déchaîne une concurrence mondiale, ils laissent à l'abandon les sols propices de Basse-Andalousie, ceux-là même qui alimentaient en abondance les célèbres manufactures mauresques de Séville et de Cordoue. De temps à autre, un comité s'agite en faveur de telle ou telle plante : beaucoup de discours, de savants projets, des décorations, mais aucun résultat pratique : l'Espagne reste, par excellence, le pays des « fomentos », des essais bruyants vers des buts que l'on sait, à cause de vices fondamentaux, sûrement inaccessibles.

On peut donc déclarer avec raison que quatre siècles de concentration foncière n'ont provoqué aucun progrès dans l'agriculture andalouse ; il y a bien les vignobles, que n'avaient pas connus les Arabes et dont s'enorgueillissent quelques propriétaires de la province de Cadix ; mais ils oublient que

Jerez a dû son essor aux capitaux anglais et français ; d'ailleurs, aujourd'hui, insouciance gouvernementale et absentéisme président béatement à l'épuisement rapide d'une source de richesses autrefois considérables. On peut même déclarer, d'une manière générale, qu'il y a eu, dans les latifundios méridionaux, disparition progressive des éléments sérieux de prospérité : l'état actuel de l'irrigation le prouve à lui seul.

L'IRRIGATION

Le climat impose dans les provinces méridionales de l'Espagne l'édification d'un système d'irrigation. Il semble que les Romains aient déjà compris la nécessité d'une politique hydraulique ; puis les Arabes apportèrent les méthodes perfectionnées de l'Orient ; leur habileté persévérante fit de l'Andalousie la terre la plus riche du monde civilisé : les vegas de Grenade et de la Bétique méditerranéenne témoignent encore de la puissante organisation dont le reste du pays ne connaît malheureusement plus les bienfaits. Car, partout, mais principalement dans les provinces occidentales, le voyageur ne retrouve plus que les traces d'ouvrages autrefois complets. Ainsi, le Guadalquivir, tout au long de son cours, alimente des canaux qui vont se perdre, en général, non loin de leur origine, dans des cloaques de boue encombrés de roseaux ; çà et là, de gigantesques montants en bois ne sont autres que les débris de roues élévatoires ; à côté, des gradins de pierre mar-

quent l'emplacement de vannes de distribution. Dans la plaine, les norias, mal entretenues se sont comblées et, à chaque pas, de timides excavations indiquent qu'autrefois un réseau de fossés apportait l'eau bienfaisante à une terre maintenant inculte. Les multiples barrages qui utilisaient sagement les torrents irréguliers venus des sierras, n'existent plus qu'à l'état de ruines. En un mot, de l'admirable organisation hydraulique que connut l'agriculture andalouse en ses heures de prospérité, presque rien ne subsiste aujourd'hui.

D'un délaissement si préjudiciable, le propriétaire est, en général, responsable puisque son absentéisme prive les domaines de tout entretien et amélioration. Il suffit, nous déclarait un ingénieur agronome, qu'une parcelle cultivée en « regadio », c'est-à-dire grâce à l'irrigation, soit absorbée pour une raison quelconque dans un latifundio, pour que, canaux, vannes et diguettes connaissent rapidement l'abandon : au bout de peu de temps, l'ancien champ fertile ne portera plus qu'une pauvre végétation foulée de temps en temps par le maigre bétail du nouveau maître.

Aussi, malgré un fleuve abondant, alimenté de nombreux affluents et sur un relief heureusement disposé, les deux provinces de Séville et de Cordoue ne renferment pas 10.000 hectares irrigués. Par contre, à Valence, des difficultés considérables n'ont pas empêché les petits propriétaires de cette région peu étendue, d'obtenir 107.000 hectares en « regadio », dont 30.000 par élévation mécanique. Don

Pascual Carrion parle d'agriculteurs modestes qui n'hésitent pas en Andalousie à effectuer des travaux d'une ingéniosité étonnante et il explique par la parcellation du sol observée dans certaines zones orientales, le développement notable de l'irrigation : 41.000 hectares à Jaen et 108.800 à Grenade. Pendant ce temps, les espaces immenses de latifundios occidentaux se consomment sous un soleil déjà africain et les paysans restent sans travail et sans pain.

Il suffit d'avoir parcouru une fois un grand domaine andalou pour ne jamais oublier l'impression d'incurie criminelle qui s'en dégage. Les chemins que réclame une mise en valeur rationnelle ne sont ici que des pistes défoncées, sans ponts, ni fossés d'écoulement, à tel point impraticables que l'on parle de récoltes d'olives et d'oranges perdues faute de pouvoir les transporter aux pressoirs ou au marché. Car les distances sont souvent considérables entre certaines propriétés et le premier village : à Jerez, les cortijos de los Isletes et de Pajarete se trouvent à 25 kilomètres de la ville, seule agglomération du termino. Pour se rendre sur le lieu de leurs travaux, les ouvriers perdent une bonne partie de la journée. L'Allemand Thungem calcule à 20 marks l'excédent de frais par kilomètre d'éloignement et par hectare produisant 20 hectolitres de grain. On comprend alors quelles peuvent être les conditions d'exploitation dans les domaines perdus en pleine campagne.

Sur ces terres désolées, aucune tentative d'un

reboisement dont les conséquences seraient plus heureuses que partout ailleurs ; des compagnies minières étrangères ont, avec succès, planté d'immenses espaces ; il est des arbres, tel l'eucalyptus, qui prospèrent prodigieusement. Mais très peu de propriétaires se soucient d'une régénération de leur pays. Préférant réserver leurs revenus pour une vie de plaisir, ils ne voient dans la fortune qu'une assurance contre le travail, au lieu de se considérer, selon le vœu du comte de San Bernardo, comme des travailleurs payés d'avance. D'autre part, comme le fait remarquer Henri Cavaillès « le spectacle des terres incultes qui entourent les villages où ils souffrent la faim est bien fait pour faire révolter les ouvriers ; ils voient les troupeaux errer dans des champs qu'ils pourraient travailler et se nourrir sur des terres qui, par la volonté des propriétaires ne portent plus les moissons qui feraient vivre les hommes. Condamnés à l'oisiveté et à l'inaction, ils sentent plus vivement leurs souffrances et sont bien préparés à écouter et à applaudir ceux qui viennent leur dire qu'ils ont droit à la vie par le travail, que la terre doit appartenir au paysan capable de la féconder par son labeur et non au riche latifundiste qui, insouciant du sort des populations, ne demande à la terre que d'entretenir son luxe et son oisiveté. »

CHAPITRE III

LE SOUS-LOUAGE

L'abbé Stulzo, parlant de la Sicile, a déclaré : « L'absentéisme des grands propriétaires qui n'ont d'autre idée que de s'assurer une rente plus ou moins fixe, a provoqué nécessairement le système du sous-louage ». On peut en dire tout autant pour l'Andalousie ; voulant réduire au minimum le nombre de leurs préoccupations, certains détenteurs du sol recherchent la personne suffisamment riche et solvable qui louera un ou plusieurs de leurs domaines ; comme peu d'individus remplissent ces conditions, la demande est infime et la rente par suite très modérée.

Ces puissants fermiers, loin d'entreprendre eux-mêmes l'exploitation de vastes étendues, profitent simplement de l'indigence des ouvriers ruraux que la crainte de chômages prolongés et l'espoir d'une indépendance économique, d'ailleurs illusoire, attirent vers le lopin de terre qu'ils pourront travailler à leur volonté. Le domaine est alors divisé en lots dont les jornaleros se disputent la sous-location pour

une rente toujours plus considérable ; les contrats renferment des conditions à tel point onéreuses, que seule, la hantise de la famine parvient à expliquer leur acceptation. Voici d'ailleurs la copie de l'un d'eux, passé dans le termino de Carmona, et qui nous a été communiqué par un ingénieur agronome. Les noms propres ont été effacés.

Par le présent acte, moi, D..., habitant à..., déclare donner en fermage à D..., habitant à..., la superficie de 10 fanegas de terre dans ma propriété de... pour un délai de 3 ans à partir du 1^{er} octobre... moyennant la rente annuelle de 32 fanegas de maïs pour la première année et de 42 fanegas pour chacune des deux autres années, tout ceci aux conditions exprimées ci-dessous :

1) Le paiement de la rente convenue devra être effectué intégralement par le fermier dans la première quinzaine de septembre de chacune des années de durée du contrat ; les fanegas de maïs seront déposées sur l'aire de la propriété. Le maïs devra être de bonne qualité, propre, bien sec et sera mesuré par une personne désignée par le loueur.

2) Au cas inespéré où le paiement de la rente n'aurait pas lieu avec la ponctualité voulue à l'époque fixée, le loueur aura le droit d'empêcher la sortie de la récolte et de la mettre en vente jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû.

3) Le défaut de paiement de la rente convenue à l'époque fixée donnera droit au loueur de déclarer,

s'il lui convient, le contrat aboli. Resteront à son compte à titre d'indemnisation du préjudice, tous les travaux et améliorations effectués par le sous-loueur sans que celui-ci puisse réclamer à ce titre un avantage quelconque.

4) Le sous-loueur ne pourra demander au loueur une diminution de la rente stipulée, pour aucun motif naturel ou fortuit.

5) Le sous-loueur ne pourra céder tout ou partie de son lot sans permission écrite du loueur.

6) Ce lot ne pourra recevoir dans la première année du contrat d'autre semence que du maïs, mais durant les deux autres années, le sous-loueur pourra semer comme bon lui semble, un tiers de la superficie.

7) Le sous-loueur s'oblige à labourer deux fois le lot avant le 1^{er} janvier prochain.

8) Le sous-loueur s'engage aussi à répondre du paiement de la rente sur tous ses biens présents et futurs.

9) Le non accomplissement d'une quelconque des conditions stipulées donne droit au loueur de résilier le contrat ; le sous-loueur abandonnera aussitôt le terrain. Ou bien, pour la stricte observation des conditions énumérées dans ce contrat, le sous-loueur sera, au cas de poursuites judiciaires, soumis à l'autorité des juges et tribunaux de la ville de....

Il renonce pour cela à tous les privilèges et reste obligé à payer lui-même les frais occasionnés par ces poursuites judiciaires.

A....., le

(La *fanega*, unité de surface, équivaut à 50 ares ; la *fanega*, unité de mesure, représente environ un demi-hectolitre.)

Il n'est donc pas exagéré de parler de la rigueur de ces contrats. On peut tout aussi justement signaler les bénéfices exorbitants. Dans le cas précédent, 10.000 pesetas, soit 15 p. par fanega, sont remis au propriétaire du domaine par le loueur. Mais ce dernier perçoit sur les paysans sous-loueurs une quantité de maïs évaluée par les ingénieurs à 75 pesetas ; il arrive donc à toucher 50.000 pesetas et à gagner nettement sur l'ensemble des lots 40.000 pesetas annuelles. A noter que s'il impose la culture du maïs, c'est pour tenter un plus grand nombre de jornaleros, car cette céréale n'exige ni matériel, ni gros frais : ainsi, parmi ceux qui recherchent un morceau de terrain, la concurrence se fait plus vive et la rente augmente. Or, la généralité des *subarriendos* (sous-louages) se font dans des conditions analogues comme le prouvent quantité d'exemples communiqués par les ingénieurs agronomes de la province de Séville.

Termino de Dos Hermanas

Propriété de Chamonillo louée de 12 à 15 pesetas la fanega, sous-louée à 50 pesetas. Le Domaine

d'El Arenoso, loué à 10 pesetas, en rapporte 56 par fanega.

Termino d'El Coronil

Ici, le cortijo de Corcoba procure les bénéfices les plus étonnants : loué de 10 à 15 pesetas et sous-loué 130 pesetas la fanega, d'après l'estimation des ingénieurs. Non loin de là, à la Cabeza de San Juan, la propriété de la Harinosa donne au loueur 50 pesetas par fanega.

Mais il semble que la région de Carmona connaisse tout particulièrement les méfaits de ce régime. Le Rancho de Postas Cardenal, les cortijos de Birrete, de la Argamastilla, Fuente del Moro, San Juan, Mellicas, Albaidés, Perpiñán, Almendrillos et la Senorita, soit plusieurs milliers d'hectares, rapportent de 45 à 60 pesetas par fanega au loueur ; sur les 1.500 fanegas du domaine del Derramadero, il gagne 7.000 douros. Il existe même une propriété, le cortijo de 4 Casas, où après être passée par les mains de deux intermédiaires, la terre louée 32.000 pesetas est payée 105.000 pesetas par les jornaleros de la région.

Les loueurs essaient de justifier par l'insolvabilité des paysans le taux élevé des rentes et la dureté des conditions dans les contrats. C'est une explication jugée très fantaisiste par les ingénieurs agronomes et le métier a si peu de risques, que chaque jour voit augmenter le nombre de ceux qui s'y adonnent et en tirent profit. Les sous-loueurs sont responsables sur tous leurs biens du paiement de la rente ;

d'ailleurs, les loueurs usent de toutes les contraintes possibles sans le moindre remords, et après les mauvaises récoltes, bien des gens se trouvent ruinés ou dans les serres d'usuriers sans scrupules. La parodie d'indépendance économique dont ils semblent profiter ne rend pas réellement le sort des *tajoneros* (loueurs de parcelles) plus enviable que celui des journaleros.

Depuis quelques années, les ingénieurs agronomes se sont élevés avec véhémence contre les abus du régime des *subarriendos*. En dehors de la situation difficile des sous-loueurs, ils ont évoqué l'épuisement rapide de terres travaillées de façon intense, sans adjonction d'engrais ou de fumier. La famille entière du *tajonero* se transporte dans les champs pour y vivre dans des cabanes immondes, sous le même toit que les animaux. Il en résulte à la fois l'affaiblissement du sol et de la race.

Pendant longtemps, on a cru que des mesures d'ordre spécial éviteraient l'exploitation des ouvriers agricoles et intensifieraient la production. On s'imaginait, qu'une limitation des rentes et par suite une taxation des gains seraient amplement efficaces. Et, le ministre du Fomento d'un des derniers cabinets, M. Ossorio y Gallardo, dont la compétence est très appréciée sur la question agraire andalouse, présenta au Sénat un projet de loi sur le sous-louage des propriétés rustiques dans les province de Séville et de Cordoue. La mise en œuvre de programmes ainsi conçus, se heurterait à des difficultés sans nombre : il est très délicat de fixer pour chaque par-

celle la rente raisonnable et, d'autre part, les subterfuges abondent : n'est-il pas aisé pour le loueur de se faire verser par le *tajonero* une certaine somme d'argent, avant la signature du contrat, sans que cette opération fût mentionnée dans le texte ? Et surtout, les sous-loueurs traqués seraient rapidement remplacés par les propriétaires eux-mêmes, qui loueraient des parcelles directement à un taux aussi exorbitant. Pareille tendance se manifeste depuis que les bénéfices considérables des intermédiaires ont réveillé l'apathie des détenteurs du sol. A Carmona, à Ecija, les ingénieurs ont signalé le fait et en profitent pour montrer l'inanité des mesures proposées. Restera inefficace tout remède qui ne s'attaquera pas directement au régime de concentration foncière, source de tous ces maux.

QUATRIEME PARTIE

Conséquences sociales de ce régime foncier

CHAPITRE PREMIER

LA REPARTITION DE LA POPULATION

Il est indéniable que le régime foncier exerce une influence profonde sur la population au double point de vue quantitatif et qualitatif. La présence d'immenses domaines n'est sûrement pas étrangère à la faible densité observée dans l'Andalousie en général.

Alors qu'en 1910, selon les données de l'*Anuario Estadístico* (1919), l'Espagne comptait 39,49 habitants au kilomètre carré, les provinces de Huelva, Cordoue et Séville atteignaient respectivement et d'une manière très approximative 31, 36 et 42. Certes, Cadix arrivait à 64, mais l'agglomération mari-

time de sa capitale explique à elle seule ce chiffre élevé ; même remarque pour Malaga.

Il est d'autant plus pénible de relever ces moyennes, que les conditions naturelles permettent d'entretenir dans ces régions une population considérable ; si l'on tient compte des grandes villes (Séville groupe plus du quart des habitants de sa province) et des noyaux secondaires dont l'activité n'a aucune origine agricole, on reste stupéfait du vide des campagnes andalouses, surtout dans les terminos à forte concentration foncière. Malgré un sol âpre et les terrains de montagne incultivables, la vie rurale est bien plus dispersée dans la partie orientale que dans les plaines de la Bétique occidentale, où la petite et la moyenne propriétés sont des phénomènes exceptionnels.

Tout le long du Guadalquivir, de Cordoue à Séville, quelques rares villages, pour mieux dire petites villes, rappellent au voyageur qu'il traverse un pays habité. Dans la monotonie des terres cultivées, des bois d'orangers et des dehesas, aucun bâtiment ou groupe de maisons analogue aux fermes des régions fertiles d'Europe. Seules, parmi les plantations d'oliviers, des constructions égayent de leur blancheur étincelante la masse verte et brune des arbres et du sol. Mais elles sont très espacées, et de la nécropole de Carmona, sur un panorama aussi somptueux qu'immense, on n'en aperçoit que quelques-unes. A plus forte raison, les hameaux, semblables à ceux de nos campagnes françaises, sont-ils presque introuvables ; la population reste con-

centrée dans de fortes agglomérations, car le moindre petit village abrite en Andalousie 4 ou 5.000 habitants. Il existe, dans la province de Séville, des terminos s'étendant sur plus de 50.000 hectares ; sur une aussi vaste surface, on ne rencontre qu'un seul groupement humain nettement délimité, sans cette ceinture de maisons avec enclos qui forme naturellement une transition avec la campagne. Brutalement, on tombe en plein champ et dans l'immensité du district quelques rares constructions se dressent çà et là, abritées par un bouquet d'arbres : ce sont les demeures rustiques des grands propriétaires, qu'ils ont abandonnées pour les villes, à la suite des dernières insurrections paysannes.

On serait porté à attribuer ce manque de dispersion dans la vie rurale, à la rareté des points d'eau. Certainement, l'abandon des systèmes hydrauliques a contribué au dépeuplement des champs, mais c'est là justement une des graves conséquences du régime foncier et de l'absentéisme. Les fouilles des archéologues ont mis à jour les traces nombreuses de fermes romaines dans toute la vallée du Guadalquivir, en des endroits aujourd'hui déserts. Une simple promenade à travers les terminos de Basse-Andalousie permet d'apercevoir souvent les ruines de villages antérieurs et postérieurs à la reconquête chrétienne. Dans le seul termino d'Utrera il existe, d'après Don Pascual Carrion, 11 *despoblados*. Sans doute les sauvages destructions des guerres avec les musulmans ont ravagé les campa-

gues, mais l'accumulation de la terre en peu de mains n'a pas su redonner au pays son antique prospérité ; au contraire, la disparition progressive des sources de richesse a accentué l'urbanisme et aujourd'hui l'Andalousie, pays essentiellement agricole, voit ses campagnes à peu près désertes.

CHAPITRE II

MISERE DE L'OUVRIER AGRICOLE

Puisqu'en Andalousie, le contrat de louage et le colonat partiaire ne se rencontrent qu'exceptionnellement, l'immense majorité de la population rurale se compose d'ouvriers agricoles, de ces jornaleros dont les révoltes violentes indiquent suffisamment la gravité du problème. C'est à leur égard que la répartition foncière a provoqué les conséquences les plus cruelles.

« Je vous assure, écrivait au comte de Aranda, le célèbre Campomanes, que les larmes me viennent aux yeux lorsque je considère la situation du jornalero andalou ». « Aucun sort n'est comparable au sien, déclare Malhall dans son livre *Progress of the world* ». Angel Marvaud nous parle de la multitude de paysans qui n'ont d'autre capital que leurs bras et pour toute rétribution un misérable salaire (*l'Espagne au xx^e siècle*). M. Henri Lorin, dans la *Revue des Deux-Mondes* (octobre 1913) plaint les grandes masses d'ouvriers agricoles vivant sans la moindre protection, à la merci des détenteurs de la terre.

D'une si poignante misère, le régime foncier soutient toute la responsabilité : d'une part l'accapa-

rement du sol en peu de mains oblige un plus grand nombre d'individus à vivre uniquement de leur salaire ; d'autre part l'absentéisme, par l'exploitation déficitaire des domaines réduit à son minimum la demande de travail.

LES SALAIRES

Pour se rendre compte à quel point la tenue des terres influe sur la rétribution des ouvriers, il suffit d'observer, que si, dans une simple dehesa, on n'a à employer que de rares gardes ou pasteurs, par contre, sur un champ cultivé, même par le procédé primitif du tercio, il faut, par hectare, un minimum de 10 à 15 journées de travail, et 30 à 35 s'il s'agit de soins rationnels. Là où pousse l'olivier, la quantité nécessaire devient double, atteint 100 pour la vigne et jusqu'à 200 lorsque seule la force humaine intervient, comme dans les régions de Sanlucar la Mayor et de Fuente Palnera. Un domaine de 1.000 hectares en pâturages exige, selon M. Pascual Cariron, trois ouvriers tout au plus ; cette même étendue, sous le régime du tercio, en réclame 40 ou 50 pour 280 à 300 jours par an ; la vigne occupe des équipes considérables, à tel point que la demande de bras pour une surface donnée peut varier de 3 à 600 en comparant cultures spontanées et cultures intensives.

Or, en Andalousie, plus d'un million d'hectares

naturellement fertiles sont inutilisés et plus de deux millions ne connaissent qu'un régime déficitaire ; aussi comprend-on facilement dans quelle mesure se trouve diminuée la demande d'ouvriers ; M. Pascual Carrion, par une série d'articles publiés dans le *Sol* (août 1919), a prouvé qu'une exploitation rationnelle des grands domaines exigerait un minimum de 400.000 jornaleros supplémentaires. Mais l'absentéisme laisse sans travail une partie de la population et distribue à ceux qu'il emploie une rétribution absolument insuffisante.

Avant de mentionner le taux des salaires, il convient de noter la rareté du personnel fixe ; dans les latifundios, les quelques individus liés par contrat, au mois ou à l'année, sont principalement des garçons d'écurie, des bergers, ou les spécialistes de l'élevage du taureau. Mais tous ceux à qui sont confiés les travaux agricoles proprement dits, sont payés à la journée ; en tenant compte des périodes de mauvais temps et des saisons à embauchage difficile, le total annuel de leurs bénéfices se trouve sérieusement diminué ; les ingénieurs agronomes de la province de Séville estiment, que dans les terminos où poussent oliviers et vignobles, plantes qui exigent des soins presque continuels, les jornaleros restent cependant trois mois environ sans travail. Et les salaires plus élevés qu'ils arrivent à toucher pendant les moissons et les récoltes ne parviennent pas à compenser les pertes provoquées par ces chômages forcés.

Il fut une époque, au moment des graves soulèvements de 1902-1905, où l'ouvrier agricole d'An-

alousie gagnait quotidiennement la même somme que cent cinquante ans plus tôt, malgré un enchérissement considérable des subsistances essentielles (*Blas Infante : Ideal Andaluz*, p. 109). En 1905, l'enquête officielle de l'Institut des Réformes sociales publia les résultats suivants :

Pour 800 municipalités consultées, 732 fournirent des réponses intéressant 51.525 ouvriers mâles adultes. Parmi eux et par jour de travail :

2.143	touchaient	1	peseta ou moins
13.563	—	1	p. 25
24.563	—	1	p. 50
7.087	—	1	p. 75
3.351	—	2	pesetas
818	—		plus de 2 pesetas

Le salaire moyen était de 1.50 par individu ; si l'on tient compte du repos dominical et des jours fériés, le gain annuel tombe à 442 p. 50. En fixant le reste de la famille à 4 membres, chiffre normal dans l'Espagne méridionale, et leur apport total à 384 pesetas, ce qui était un maximum, on arrive pour 5 personnes à un budget d'environ 826 pesetas, somme que les membres de l'Institut des Réformes sociales considéraient absolument insuffisante.

Mais l'Information officielle ne mentionne pas les salaires exceptionnellement bas que l'on distribuait encore dans les provinces andalouses à la veille de la grande guerre. Blas Infante, en 1916 (revue *Cordoba* N° 11), cite des villages où des chefs de famille employés à des travaux agricoles ne gagnent

que 35 centimes par journée. Il s'agit, il est vrai, de la région d'Almeria, où la pauvreté du sol aggrave fortement les conséquences de la répartition foncière : il existe, perdues dans les sierras arides, des agglomérations à tel point misérables, qu'on y attend pour ne pas mourir de faim, les subsides qu'envoient les parents émigrés en Amérique. En dehors de cette contrée déshéritée, dans certains terminos de Cadix et de Séville, le salaire de nombreux ouvriers agricoles ne dépassait pas 1 peseta, ainsi que le témoignent des informations rédigées sur place pour le compte de l'Institut des Réformes sociales.

Une modalité dans le paiement venait augmenter considérablement les conséquences pénibles d'un salaire déjà si réduit ; dans toute l'Andalousie, mais principalement dans la province de Séville, le jornalero touchait jusqu'à 50 % de son gain en nature, sous forme de nourriture préparée par l'employeur : la mauvaise qualité de ces aliments ne lui permettait pas de résister aux fatigues de sa tâche, et le malheureux devait prélever une partie des quelques centimes qu'on lui versait en numéraire, pour se procurer un ravitaillement supplémentaire.

Au début de la guerre européenne, le sort du jornalero andalou se trouva aggravé par la hausse des subsistances, alors que les salaires agricoles ne subissaient aucune variation. Dès 1917, l'action des syndicats ouvriers, principalement dans la province de Cordoue, provoqua une amélioration sensible. Pendant l'hiver 1918-1919, pour les travaux les plus simples, la journée atteignit 2 fr. 25

en moyenne et la taille des oliviers fut payée environ 3 fr. 50. Les femmes qui, jusqu'alors, n'avaient obtenu que des salaires dérisoires, gagnèrent de 1 p. 25 à 1 p. 50. Mais ces sommes restaient bien infimes, en comparaison du prix des objets de première nécessité, devenu trois fois plus élevé qu'en 1914. Les révoltes se multiplièrent et les propriétaires effrayés consentirent à mieux rétribuer leurs ouvriers ; les bénéfices, considérables et facilement réalisés, leur firent accepter, sans gros sacrifices, les tarifs réclamés par les grévistes ; pour la première fois, en Andalousie, conformément aux prescriptions du Décret royal en date du 30 avril 1919, les gouverneurs civils des provinces invitèrent syndicats patronaux et ouvriers à se concerter sur les conditions de travail : il en résulta, au moment de la moisson, une réglementation raisonnable des heures de présence aux champs et une augmentation très sensible des salaires. Le 28 mai, six délégués de chaque parti tombèrent d'accord dans le termino de Cordoue, sur les conditions suivantes, nettement avantageuses pour les jornaleros : un minimum de 5 pesetas par journée et pour les spécialistes (conducteurs de machines) des tarifs atteignant 9 p. 25 (nouriture non comprise).

En 1920, la hausse continue, et, le 13 mai, à Cordoue, avant la récolte, les organisations intéressées fixèrent des taux variant de 6 p. à 9 p., plus des aliments estimés à 1 p. 50. Les femmes obtenaient jusqu'à 3,75. Mais, dès la fin de la moisson, la moyenne des salaires se trouvait fortement dimi-

nuée. Cette année-là, les ouvriers obtinrent, par contrat des améliorations notables aux conditions de travail : en bons Andalous, ils se préoccupèrent surtout des repos accordés pour fumer les cigarettes, dans un emploi du temps qui exigeait la présence de 7 heures 30 du matin jusqu'au coucher du soleil, avec 1 heure et demie de liberté pour les repas : à Bujalance, on admit « *cuatro fumadas o cigarros de 20 minutos cada una* ». Partout, on multipliait les précautions : le 14 octobre 1920, l'alcade, les présidents de la Chambre d'agriculture et de la Maison du Peuple réglaient un accord valable sur le territoire d'Ecija (province de Séville), pour toutes sortes de travaux agricoles : les tarifs varient entre 3 p. 25, rétribution des femmes employées à la cueillette de l'olive et 6 pesetas, salaire des hommes chargés de répandre les engrais minéraux (nourriture non comprise). Pour éviter les conflits de l'année précédente, on fixa avec soin un emploi du temps applicable jusqu'au 8 mai 1921 : 6 heures 30 de travail effectif en janvier et 7 heures 30 pour les autres mois. La généralisation de ces règlements parvint à maintenir le calme.

La moisson de 1921 permit aux jornaleros de gagner des sommes à peu près équivalentes à celles qu'ils avaient obtenues en 1920 à pareille époque.

En résumé, depuis 1914, la moyenne des salaires a plus que triplé dans l'agriculture andalouse. Mais la persistance de longs chômages et la hausse considérable des subsistances n'ont pas permis à l'ouvrier d'améliorer sa situation comme le

laisserait supposer la simple constatation de l'augmentation de ses revenus.

L'EXISTENCE DU JORNALERO

Tous les mémoires présentés à l'occasion du Concours royal de 1903 contiennent des lamentations sincères sur la misère des paysans andalous. Chaque mission envoyée par l'Institut des Réformes Sociales rapporte des observations émouvantes sur leur vie malheureuse. Aux Cortès, des députés influents, dans les milieux intellectuels, des journalistes et hommes de lettres ont multiplié les appels en leur faveur. Mais, en dépit de toute cette agitation, le problème reste intact et bien des esprits se persuadent de plus en plus que, seule, la violence provoquera une solution.

La concentration de la propriété en peu de mains a empêché la dispersion des populations dans les campagnes ; le jornalero se voit donc obligé d'habiter une de ces modestes maisons blanches qui bordent, en de longues rangées, les chemins, à la sortie des villages d'Andalousie. Trois pièces, en général se partagent le logis : une cuisine meublée d'une table, d'escabeaux et d'étagères qui, en l'absence d'armoire, supportent les ustensiles strictement nécessaires ; une chambre à coucher avec des paillasses rangées à terre et quelquefois un lit ; puis, une décharge où s'entasse un matériel varié, et où vont dormir les enfants lorsque la famille est nom-

breuse. Rarement, ces maisons possèdent un jardin attenant, mais les fleurs qui ornent les fenêtres ou grimpent sur les murs soigneusement blanchis à la chaux, leur donnent un aspect riant qui contraste péniblement avec la misère de leurs habitants.

L'Andalou est très prolifique, surtout l'ouvrier des champs ; il n'est pas rare de rencontrer sous le même toit huit ou dix personnes ayant à vivre avec le seul salaire du père. Et celui qui connaît toutes les difficultés rencontrées par le chef de famille pour obtenir une maigre rétribution, devine les privations continuelles et les tortures de la faim, lorsqu'un long chômage supprime toute ressource. La femme et les plus âgés des enfants trouvent bien dans le village une occupation modeste, mais à peine suffisante pour leur entretien personnel. Pendant toute l'année, il faut boire de l'eau et se nourrir d'un pain dur appelé *telera*, c'est-à-dire soc de charrue ; la sauce de pois chiches, les légumes bouillis, quelques fruits, et surtout le *gazpacho*, soupe froide très épicée, forment les éléments essentiels de l'alimentation. La viande est presque inconnue ; elle coûte très cher, et une ville andalouse de 10.000 habitants n'en consomme pas 60 kilogr. par jour.

Exceptionnellement, un père de famille trouve à s'employer chez les propriétaires dont les terres entourent le village ; la plupart des jornaleros doivent donc quitter leur foyer pour s'embaucher dans des domaines quelquefois très éloignés. C'est une des conséquences cruelles d'un régime foncier où l'offre de travail est d'autant plus grande que plus

d'individus sont dépossédés de la terre, et la demande d'autant moindre, que la culture est plus rudimentaire. Le même ouvrier, originaire de Montoro, après avoir semé dans la province de Jaen, ira tailler les oliviers à Montilla, puis moissonner parmi les domaines du Bas-Guadalquivir, menant une vie de déplacements continuels avec la très rare occasion de revoir sa famille. Aussi, depuis quelques années, le célibat devient-il fréquent : le métier ne donne pas de quoi entretenir un ménage ; la séparation des couples provoque un affaiblissement de l'affection ; en l'absence du mari, la femme, de par sa misère même, se trouve exposée à bien des dangers. Des enfants naissent et meurent dans la famille, à l'insu du jornalero qui, dans un domaine lointain, connaît une existence indigne d'un être doué de sentiment et de raison.

Levé à l'aube, il quitte, après un déjeuner rapide avec du pain et un légume vert, la triste gañana où, pendant la nuit, il s'est abrité, couché sur de la paille, à côté de ses compagnons de travail et de misère. Et jusqu'au soir, dans l'immensité des campagnes andalouses, sous la direction d'un capataz, contremaître autoritaire, il peinera, exposé tour à tour à des soleils brûlants et aux pluies qu'un changement brusque de température rend dangereusement froides. Hiver comme été, ses habits restent les mêmes, confectionnés grossièrement en toile légère ; pour en augmenter la résistance, il porte un tablier de cuir avec cuissards en peau de mouton ; et lorsque le temps devient trop rigoureux, il se

protège avec une couverture le plus souvent loqueteuse. Aux champs, la nourriture est encore plus grossière qu'à la maison; l'éloignement d'une cuisine empêche de la servir chaude et les pois chiches alternent sans répit avec l'inévitable gazpacho. Une hygiène et une alimentation si déplorables débilitent les corps les mieux constitués; les épidémies multiplient leurs ravages et la tuberculose gagne tous les jours du terrain. A un tel régime, les qualités d'une race intelligente s'atrophient; le soir, sous l'abri sordide où ils auront à passer la nuit, les jornaleros jouent, à la lueur d'une lampe à huile, les salaires qu'ils n'ont pas encore touchés; puis, ils boivent à fortes gorgées, l'extrait d'anis que des ditilleries andalouses vendent à bon marché. Ainsi se gaspillent les modestes économies qu'ils auraient pu ramasser. A l'époque des moisson, on peut voir, aux environs des gares, des équipes entières dormant, abruties, parmi les tas de hardes et les bouteilles vidées. « Quand ils sont dans cet état-là, déclarait un jour, un propriétaire, nous sommes au moins sûrs de ne pas être importunés par leurs revendications sociales. »

Il n'y a aucune raison de s'étonner que l'ouvrier agricole andalou fournisse un travail médiocre. Le coefficient mécanique est chez lui tout à fait insuffisant; le défaut d'alimentation et l'alcoolisme croissant, provoquent un affaiblissement des forces musculaires, une dégénérescence bien marquée: c'est ainsi que très peu de jornaleros parviennent à manier des outils assez lourds, charrues polysocs ou

autres. Certains propriétaires n'hésitent cependant pas à déclarer qu'un régime plus abondant et varié nuirait à la santé générale de leurs ouvriers, le climat s'opposant à tout excès. Mais il y a loin entre excès et alimentation raisonnable ; des observations quotidiennes viennent le prouver. Aux environs de Cordoue, en pleine campagne, s'est construite, il y a peu de temps, une tréfilerie française ; il a fallu, pour organiser le personnel, faire appel à la main-d'œuvre agricole environnante ; les ingénieurs ont pu, parmi la foule des candidats, opérer une sélection exceptionnelle ; mais, aussitôt, ils s'aperçurent du peu de force et de résistance de leurs recrues. Au bout de quelques jours, une augmentation sérieuse des salaires a permis aux futurs métallurgistes de s'alimenter convenablement ; sans retard, leurs muscles se sont développés et le rendement est devenu normal. Une amélioration identique dans l'existence des paysans provoquerait des résultats tout aussi satisfaisants ; les journées utiles ne se borneraient plus, comme l'estime Don Pascual Carrion, à 4 heures en hiver et 6 heures en été.

A cette absence de forces musculaires, il faut ajouter un facteur psychologique très particulier : un sentiment de fierté naturelle qui porte l'Andalou à mépriser tout travail salarié comme portant atteinte à sa dignité ; les régionalistes s'enthousiasment pour cet amour de la liberté ; bien d'autres y voient une indolence presque orientale ou, plus simplement, la paresse commune aux peuples méditerranéens. Il suffit de voyager un peu en Andalousie pour se ren-

dre compe de l'activité réduite de ses habitants ; partout, des gens se reposent, dorment ou flânent à des heures où un travail normal ne procure pas de loisirs ; dans les plus petites villes, les cafés ne désemplissent pas du matin au soir ; sur les routes, seuls, les cantonniers vont à pied et les paysans voyant passer un voyageur, le sac au dos, sourient de ce qu'il n'ait pas les quelques réaux nécessaires pour louer un âne. Et nous avons vu très souvent des jornaleros, dans une saison où la taille des oliviers empêchait tout chômage, attendre, pour reprendre leurs ciseaux, qu'il ne leur reste plus un sou de la paye précédente.

Cependant, on ne peut nier l'activité ingénieuse que déploient ces mêmes paysans dans la mise en valeur d'une terre leur appartenant ; quand on visite les régions, malheureusement trop rares, de petite propriété, on reste confondu devant l'organisation des cultures, l'utilisation de toute source de richesses. Les coteaux de Sanlucar la Mayor, au sortir des plaines désolées du Guadalquivir, en sont un exemple bien frappant ; on comprend ce que ce peuple ferait de sa province, s'il en possédait le sol.

CHAPITRE III

L'ÉMIGRATION

L'émigration est un phénomène commun à toute l'Espagne, mais en Andalousie la concentration foncière l'aggrave particulièrement : plus que partout ailleurs, les populations rurales manquent de terre et de subsistance. Et dans les terminos où les grands domaines s'arrêtent aux limites mêmes des villages, les habitants ont tendance à quitter le pays dans la proportion où le nombre de bras offerts dépasse la demande de travail. Il est impossible de préciser numériquement l'importance de ce mouvement ; les renseignements publiés dans l'*Anuario Estadístico de España* ne sont d'aucun secours ; tout au plus, indiquent-ils un pourcentage formidable d'agriculteurs à la sortie des ports méridionaux : Cadix et Malaga. Mais Gibraltar serait le point principal d'embarquement, grâce au rayonnement de ses lignes maritimes et à l'escale de paquebots italiens transportant à bon marché.

Une partie de cette émigration n'est que temporaire ; l'Afrique du Nord et l'Oranie en particulier exigent, chaque année, pendant quelques mois, des

équipes de travailleurs ruraux ; les provinces d'Almeria et de Grenade fournissent de forts contingents.

En général, cependant, les Andalous quittent leur patrie sans espoir de retour. Tous les ans, il en part pour l'Amérique du Sud, les Etats-Unis, l'Océanie ; en mars 1907, à Malaga, l'*Héliopolis* en embarquait 4.000 pour les îles de Hawaï. Le Maroc français devient, de jour en jour, un gros centre d'attraction. Mais, pendant les grosses crises, lorsque famine et chômage ravagent les campagnes, on voit des villages entiers passer à l'étranger. « Alli dan tierras », déclarent ces malheureux ; là-bas, au moins, ils ne se trouveront pas à la merci d'un gros propriétaire pour gagner un morceau de pain.

Ce sont précisément les régions de latifundios qui voient émigrer le plus grand nombre de paysans. Don Angel de Torrejon y Boneta, ingénieur agronome, le signale à tout moment dans une étude publiée par le *Bulletin n° 3* de la *Junta Central de Colonizacion*. A Isnajar, province de Cordoue, 1.500 familles se trouvaient, en 1919, forcées d'émigrer tôt ou tard, car « les domaines de grande étendue sont cultivés d'une manière déficitaire » ; non loin de là, à Adamuz, quantité de gens n'arrivant pas à vivre se préparent à partir, et, à Castro del Rio, région prodigieusement fertile, la misère chasse les jornaleros vers le Brésil et l'Argentine. Par contre, à Montemayor, la vente par petites parcelles de deux propriétés situées près du village, a mis fin à l'exode considérable qui avait jusqu'alors existé. Dans la province de Séville, les alcades, répondant à une

enquête, indiquent à plusieurs reprises, l'importance de l'émigration dans leurs terminos ; mais, à Olivarrès, Mairena del Alcor, Albaïda, ils la considèrent comme nulle : ce sont les rares points où le sol est harmonieusement réparti. Aussi ne faut-il pas s'étonner que la province de Cadix, terre de prédilection des latifundios, fournisse le plus fort contingent à l'Amérique du Sud et au Maroc. Le spectacle désolant de départs en masse ne change, d'ailleurs, en rien, la mentalité des absentéistes. Un périodique (*El Impuesto Unico*, n° 316) raconte qu'il y a quelques années, dans un village de la région de Cadix, un homme de cœur, ancien gouverneur civil et député provincial, ému par l'exode brutal de deux cents habitants, vers la Polynésie, demanda à un noble, gros propriétaire foncier, de mettre en valeur, à l'occasion de son mariage, les 17.000 hectares de terre vierge qu'il possédait dans les environs. C'était là le seul moyen d'arrêter l'émigration, en sauvant de la famine des familles entières. Mais la requête ne changea rien et les vapeurs sortent toujours de Gibraltar surchargés de paysans andalous. Il en sera ainsi longtemps, jusqu'au jour d'une modification radicale dans ce régime foncier désastreux.

CINQUIEME PARTIE

Les Remèdes actuels

Il n'y a que très peu de personnes parmi celles qui s'intéressent au problème agraire andalou, pour croire à une solution laissant intact le régime foncier actuel. La majorité des mémoires présentés au Concours royal de 1903 déclaraient « les provinces occidentales condamnées à la famine et aux désordres par la seule situation de la propriété territoriale » ; et ils proposaient des systèmes variés tendant à une répartition plus équitable du sol. Plus tard, au retour d'une mission dans la région de Cordoue, le vicomte de Eza, président de l'Institut des Réformes sociales, proclamait l'efficacité des mesures qui, élargissant les cadres du régime actuel, amèneraient la majorité des ouvriers vers la possession de la terre. Ces tendances modérées semblent guider l'esprit des réformes en cours ; elles visent la création de la petite propriété dont l'organisation provoquera avec l'apaisement social, une production plus intense et le peuplement des campagnes. Arthur Young a dit : « Donne à un ouvrier la propriété

d'une roche, il en fera un jardin ». Aussi, bien des gens estiment-ils les jornaleros capables de transformer bientôt en « paradis » un pays naturellement fertile et un régionaliste fervent espère que, dans un avenir prochain, tout Andalou pourra déclarer, comme autrefois Abd el Rahman II, calife de Cordoue : « Dans mon pays, il n'y a pas un homme sans occupation et sans ressources. »

Deux tentatives, l'une privée, l'autre officielle, poursuivent la résolution du problème. Ce sont le parcellement et la colonisation.

CHAPITRE PREMIER

LE PARCELLEMENT

Depuis plusieurs années, les inconvénients de l'exploitation directe des latifundios ont provoqué, en quelques points, leur division en parcelles d'étendue variable suivant situation et nature du terrain. Ces lots sont l'objet de contrats de louage ou de baux à colonat partiaire.

1° *Contrats de louages*

(Contrato de arrendamiento)

C'est le bail à ferme, communément appelé en Andalousie colonat. Il a tendance à se répandre, les propriétaires se réservant de plus en plus les bénéfices considérables que la pratique du sous-louage procure à des intermédiaires. Les conditions présentent, en général, de grandes analogies avec les subarriendos et portent sur un nombre déterminé de fanegas de maïs, dont la culture est prédominante ; il est rare que la redevance soit payable en numéraire.

Les conditions du contrat sont toujours excessives : la faim les fait accepter par les ouvriers, mais les ingénieurs agronomes s'élèvent sans cesse contre des abus inhumains. Pour la province de Séville, un de leurs rapports officiels a signalé quelques noms et quelques chiffres :

A Utrera, les cortijos de Caseron, la Nava, Cerro Molino et El Infierno, rapportent à leurs propriétaires de 50 à 80 pesetas par fanega, alors que les experts estiment raisonnables un bénéfice de 15 à 30 pesetas.

A Moron de la Frontera, au domaine de Torrejon, les contrats fixent un revenu variant de 75 à 130 pesetas, mais pour des terres de cette qualité, il ne devrait pas en dépasser 30.

Les mêmes constatations peuvent se relever à Las Cabezas de San Juan (cortijos de Almendrillos, de Las Arcas) et à Carmona (cortijos de Acebuchal, Judio, Cabrita, Alcahudete, Moscosso).

Et partout la misère guette le colon incapable de se tirer d'affaire, sous des conditions si dures : le sol s'épuise, sans engrais, ni améliorations surtout depuis que les propriétaires, pour des avantages d'ailleurs minimes, réduisent la durée des contrats à une année.

2° Baux à colonat partiaire

(*arrendamiento por aparceria*)

Ils ne se rencontrent que très rarement dans les

provinces occidentales, mais les parcellements de ces dernières années les font apparaître un peu partout. Le contrat prévoit une division de la production en deux parts égales. Les propriétaires donnent quelquefois l'engrais et la moitié de la semence ; d'autres s'engagent à faire labourer le sol, une ou deux fois, à leurs propres frais. Très souvent, ils avancent des outils et du bétail.

Les ingénieurs agronomes estiment que ce mode d'exploitation est le plus abusif, non par sa nature, mais par la part élevée du propriétaire. Actuellement le revenu de ce dernier oscille sur des terres normales entre 100 et 200 pesetas par fanega ; s'il était diminué raisonnablement, le sort du métayer deviendrait très supportable ; on ne lui verrait plus payer un intérêt de 20 % pour les avances fournies, comme c'est la règle dans le termino d'Utrera, sur les domaines d'Algacillos Bajos, la Encinilla, Ruchena, Ruchenilla, El Bollo et Lopera (Information des ingénieurs du cadastre de la province de Séville). Ces conditions onéreuses n'empêchent pas, d'ailleurs, les misérables jornaleros de se disputer la signature des contrats.

Parcellement et défrichage.

L'élévation du prix de vente des céréales et de l'huile d'olive a donné, à certains propriétaires, l'idée d'augmenter la superficie de leurs terres de rapport. Et depuis la guerre européenne, des travailleurs ont obtenu des lots découpés dans des dehesas incultes.

Ainsi, à Fuentes de Andalucia, on a commencé à répartir aux jornaleros certaines parties du cortijo de Castillo, les dispensant de toute obligation pendant six ans, à la condition de défricher et de planter des oliviers. De même à Posadas, pour une étendue plus modeste. A Villanueva de Cordoba, le résultat acquis assure aujourd'hui le bien-être de plusieurs familles. A Valsequillo, c'est le municipio qui a gratuitement cédé aux jornaleros des parcelles incultes pour un délai de huit ans. Il serait aisé de multiplier les exemples.

Mais qu'advient-il du jornalero lorsque la période fixée pour le défrichement s'est écoulée ? En général, il tombe sous les rigueurs normales du métayage ou du fermage sans qu'aucune considération de son travail utile vienne tempérer les rigueurs du contrat. Très souvent aussi, les propriétaires adoptent l'exploitation directe et, pour un misérable salaire, celui qui a mis le sol en valeur, se voit obligé de peiner, sans indépendance, sous la férule d'un capataz. Toutefois, à Chiclana et à San Fernando, aux environs de Cadix, il bénéficie d'un bail spécial dit « d'amélioration et de fermage ». Moyennant le paiement d'une rente en argent, le défricheur continue à disposer entièrement, jusqu'à sa mort, des vignes et arbres fruitiers qu'il a plantés.

Attribution de lots en toute propriété.

Les opérations de parcellement que nous venons d'examiner, bien que procurant du travail à de nombreuses familles, ne créent en rien de nouveaux

propriétaires. Ce résultat a été seulement atteint par quelques libéralités qu'autorisent de puissantes fortunes et, dans une esprit spéculatif, par le *Fomento Agrícola de Andalucía*.

Parmi les grands seigneurs qui ont distribué à titre gratuit, ou dans des conditions très avantageuses, une partie de leurs domaines, il faut citer le comte de Torres Cabrera, les ducs d'Albe et de Tarifa sur le territoire d'El Carpio, la famille d'Uceda dans ses immenses cortijos d'Espejo. En général, après vingt années de culture sérieuse et paiement d'une redevance modique, la terre appartient au paysan qui l'a mise en valeur, à charge pour lui de ne la céder qu'à ses héritiers. Les résultats, on le comprendra aisément, sont excellents au double point de vue économique et social : les 1.250 hectares qu'a donnés le duc de Medinaceli aux ouvriers de Carreta de las Torres (province de Cordoue) portent aujourd'hui des récoltes annuelles avec roulement de légumineuses, blé, orge, tandis que les sols environnants restent cultivés d'après le primitif système du *tercio* ; un appui financier puissant a permis de vaincre les premières difficultés et aujourd'hui, les agriculteurs se félicitent de la bonne marche de leurs affaires.

D'autre part, certaines municipalités cèdent aux *jornaleros* les plus pauvres, des parcelles de leurs *dehesas* propres. A Hijonosa del Duque, 6.000 hectares sont ainsi répartis et leurs propriétaires, bien que payant encore une légère redevance, figurent

nominativement sur le registre cadastral. Non loin de Carmona, à Mairena del Alcor, la municipalité distribue aux ouvriers agricoles des lots pris sur l'ancien champ de foire, à condition qu'ils y construisent leurs maisons et n'aliènent pas, avant l'expiration d'un délai de vingt ans. Pareille mesure obtient grand succès et devrait se généraliser pour le bien du pays.

Le Fomento Agrícola de Andalucía.

Fondée en 1918, c'est une Société coopérative de crédit, consommation et production, dont le siège social est installé à Cordoue ; des succursales s'établissent partout où le Conseil d'administration le juge utile. Elle vise le développement de l'agriculture régionale, et dans ce but, elle consent à ses membres des prêts à des conditions avantageuses, leur procure des machines, semences, plantes, engrais, se charge des contrats d'assurance, de la vente des récoltes, etc... De plus, le chapitre XVI des statuts organise un plan d'acquisition de terres incultes, leur mise en état et leur cession en pleine propriété aux jornaleros, après le paiement d'un nombre variable d'annuités.

Pour cela, le Conseil d'administration autorise le Directeur général à acheter des domaines en mauvais état, après estimation par des experts. Un service spécial d'ingénieurs dirige les travaux de défrichement, de plantation, d'amélioration du sol, de réfection des chemins, puits et abreuvoirs. Après que les lots ont été fixés, on bâtit, sur chacun d'eux, une

maison suffisante pour une famille d'agriculteurs avec les dépendances nécessaires. Si l'agglomération ainsi créée est importante, des routes sont établies pour la relier au village, à la station de chemin de fer les plus proches et, quelquefois, une école est construite pour les enfants des paysans. Les parcelles sont ensuite vendues aux ouvriers du termino, à condition qu'ils ne possèdent rien et ne soient pas déjà liés par un contrat de métayage ou de fermage. Le prix variable, suivant la nature du terrain et les améliorations effectuées, peut être acquitté aussitôt, ou au moyen de 10, 15 ou 20 annuités ; ce dernier procédé de paiement est adopté dans l'immense majorité des cas. Pour favoriser le développement des centres agricoles ainsi créés, le Fomento consent aux colons des avances en matériel et en argent, à des conditions avantageuses, et met à leur disposition tous ses services techniques.

Il est aujourd'hui impossible de porter un jugement définitif sur cette entreprise de parcellement elle ne fonctionne que depuis deux ans. Mais déjà, un grand nombre de domaines situés pour la plupart dans la province de Cordoue, ont subi une transformation totale. Il ne faut pas croire au désintéressement du Fomento Agrícola dans cette œuvre grosse de conséquences économiques et sociales : le Directeur n'en cache pas le but purement commercial et les bénéfices considérables recueillis par la société. On a trop facilement critiqué cet esprit mercantile, oubliant tout le profit qu'en a tiré l'Andalousie. Tandis, en effet, que les tentatives indivi-

duelles isolées n'ont en rien diminué l'étendue et la gravité du problème foncier, le Fomento a su, avec succès, inaugurer la politique du « parcellement harmonique ». Dans les domaines qu'il a morcelés et cédés en propriété aux paysans, il a résolu toutes les conséquences de la concentration et de l'absentéisme : partout la production a augmenté dans de très fortes proportions, à Montoro, Almodovar (cortijo d'Alamillo), Palma del Rio, Baena et Santaella ; la campagne se peuple de hameaux, l'émigration s'est arrêtée ; plusieurs milliers de familles paysannes connaissent le bien-être. Ce sont des résultats trop heureux et apparents pour ne pas rendre hommage à l'activité féconde du Fomento Agrícola de Andalucia.

CHAPITRE II

LA COLONISATION INTERIEURE

Les tentatives de colonisation en Andalousie remontent à des époques lointaines. A mesure que les Espagnols reprenaient aux Maures les terres méridionales dévastées par de longues guerres, ils essayaient, par un effort constant, de repeupler le pays reconquis. Les seigneurs, auxquels le roi confia le commandement d'un territoire, reconnurent, par écrit, à ceux qui vinrent s'y établir, des avantages divers (maisons, champs, pâturages) et le libre exercice de droits individuels déterminés, à charge pour les nouveaux arrivants de payer tribut et de prêter certains services. Ce pacte bilatéral a été appelé « *contrato de población* ».

Plus rarement, quelque conseil, usant de droits réservés au seul souverain, délivrait des « *cartas de población* », destinées à organiser socialement et économiquement des éléments dispersés, et attirer, par suite, des forces nouvelles. Ces *cartas* octroyaient deux sortes de privilèges : l'exemption d'impôts pour une longue période et la remise, sous certaines conditions, de terrains en propriété individuelle et

communale. Les historiens sont d'accord pour signaler l'efficacité de ces mesures, mais aussi le tort que porta à cette organisation foncière la concentration de vastes espaces en peu de mains.

Après l'expulsion, en 1571, des 500.000 Morisques de l'Alpujarra, région au sud de Grenade, plus de 400 villages se trouvèrent déserts. On organisa le repeuplement : 12.000 familles accoururent de toute la Péninsule ; mais un système d'impôts excessifs sur les produits de la terre compromit le succès de l'entreprise. Les crises se multiplièrent et la contrée n'a jamais retrouvé la prospérité qu'elle connut avec les races musulmane et juive.

Au début du XVIII^e siècle, des fondations pieuses contribuèrent à la création de quelques centres ruraux, mais un peu plus tard, sous le règne de Charles III, la politique de Campomanes, Aranda et Olavide réussit à transporter en Andalousie des familles catholiques flamandes et allemandes. Elles formèrent les fameuses colonies de la sierra Morena : en 1775, un état officiel mentionne l'existence de nombreux centres nouvellement établis ; les plus importants sont la Carlotta, Luisiana et Fuente Palmera. La plupart ont subsisté, mais les propriétés de petite étendue ont été absorbées par les grands domaines.

Au XIX^e siècle, la « desamortizacion », dont on espérait un bon résultat, ne tourna qu'à l'avantage de la concentration foncière. Les graves événements des cinquante dernières années, puis les révoltes et la famine de 1903-1905, émurent les autorités ; sous

l'instigation du ministre Gonzalez Besada, fut votée la loi de « *Colonización y Repoblación interior* ».

LOI DU 30 AOUT 1907

L'article premier indique clairement le but poursuivi : « Fixer dans le pays les familles dépourvues de moyens de travail ou de capitaux suffisants pour subvenir aux nécessités de la vie, diminuer l'émigration, peupler les campagnes et cultiver les terres abandonnées ou mal exploitées ». Pour cela, l'Etat se propose de répartir en toute propriété, entre les agriculteurs pauvres, les sols en friche qui lui appartiennent, déclarés aliénables et susceptibles d'utilisation agricole. De leur côté, et dans un même but, les municipalités peuvent disposer, à certaines conditions de leurs biens propres. On donnera la préférence, parmi les bénéficiaires éventuels, aux gens mariés ou veufs avec enfants, originaires du *termino municipal*, puis à ceux résidant dans le *termino judicial* et enfin aux habitants de la province. Chaque lot doit suffire à l'entretien d'une famille ; durant les cinq premières années, le concessionnaire n'a qu'un simple droit de possession toujours révocable au cas où il ne se conformerait pas aux prescriptions fixées. Ce délai passé, il devient propriétaire, à seule charge de payer à l'Etat la contribution foncière. Dans les domaines répartis par les municipalités, les colons doivent fournir à ces dernières une redevance égale à 2 % de la valeur du terrain ; mais il leur est possible de se racheter en versant le capital

fixé, opération qu'ils peuvent au besoin effectuer en 50 annuités.

D'importantes restrictions sont apportées aux droits du nouveau propriétaire. Pendant dix ans, sous peine de nullité des engagements, son lot ne peut être cédé ; puis, il continue à rester indivisible au cas de succession ou d'acte entre vifs, sauf autorisation du gouvernement. Entre les colons, se constitue obligatoirement une association coopérative qui se charge du crédit, des assurances, des ventes et achats.

Une Junta Central, en relation intime avec l'Institut des Réformes sociales, est chargée de l'étude des divers projets et de la surveillance générale. Le Décret royal du 23 octobre 1918 a édicté des mesures supplémentaires que nécessitait le bon fonctionnement de la loi.

L'ensemble de ces dispositions visait surtout le rétablissement de la paix dans les campagnes andalouses. L'activité de la Junta se tourna donc principalement vers le midi de l'Espagne. Cinq colonies y ont été créées :

- El Puerto (Castillo de Locubin, Jaen).
- Dehesa Galéon (Cazalla de la Sierra, Sévilla).
- La Alqueria (Huelva).
- Algaïda (Sanlucar de Barrameda, Cadix).
- Caulina (Jerez de la Frontera, Cadix).

Trois d'entre elles méritent de retenir l'attention.

La Alqueria.

A dix kilomètres de Huelva, aux rives du Rio Tinto, s'étendait autrefois une dehesa de 467 hectares, appartenant à l'Ayuntamiento ; elle servait de pâturage au gros bétail, mais les frais de gardiennage et de lutte contre les sauterelles en faisaient une charge annuelle de 6 à 8.000 pesetas. Après offre et enquête, la Junta Central décida de la transformer en colonie agricole.

La savante direction de D. Andrès Buisan vint à bout de toutes les difficultés. A l'endroit même où la Compagnie du Rio Tinto, effrayée par l'ingratitude du sol, préféra abandonner un projet de constructions, s'élève aujourd'hui un hameau coquet, entouré de plantations d'eucalyptus et de vignes prospères qui ont rapporté jusqu'à 130.000 pesetas. Les champs environnants, jadis encombrés de palmiers nains, portent des céréales auxquelles la pratique du dry-farming assure une vigueur exceptionnelle. A La Alqueria vivent 55 colons, chacun possédant un lot de 7 hectares. Ils habitent des maisons pratiquement disposées autour d'édifices communs en construction : école, magasins, coopérative. C'étaient des ouvriers misérables exaspérés par la faim ; ce sont aujourd'hui des agriculteurs paisibles qui cherchent, à force de travail et d'économie, à se libérer de leurs obligations pour devenir, d'ici peu, entièrement propriétaires. Ils ne réclament plus que la protection de la police contre les menaces qu'élèvent contre eux les extrémistes de la ville voi-

sine. Et l'ingénieur de la colonie nous déclarait que plusieurs voulaient acheter des armes pour défendre, au besoin, leurs récoltes : leurs craintes sont certainement excessives, mais dénotent la transformation radicale de leur mentalité.

Monte Algaïda.

462 hectares, sur un sol sablonneux parmi de grands bois de pins francs. Le voisinage du port de Bonanza, à l'embouchure du Guadalquivir, et du chemin de fer de Jerez, décida la Junta Central à accepter l'offre de la municipalité de Sanlucar de Barrameda pour arrêter l'émigration en Amérique des ouvriers agricoles de la région. On a réussi à fixer dans un village entièrement nouveau 196 familles autrefois indigentes ; elles ont mis en valeur 138 hectares de navazos, jardins irrigués aux récoltes de légumes vraiment prodigieuses, et 116 hectares de vignes. La tentative de reboisement, obligatoirement prescrite par la loi de 1907, a porté sur des conifères, arbres fruitiers et mûriers.

La colonie est aujourd'hui en pleine prospérité ; tous les lots appartiendront sous peu à ceux qui les travaillent. La coopérative bien gérée fonctionne à la grande satisfaction de tous. La vente des produits récoltés sur le champ d'expérience, dont l'entretien incombe à la communauté, assure l'existence d'une école avec cantine scolaire. Un médecin surveille la santé des paysans et l'assainissement des marais voisins. Une voie étroite et deux routes relient Monte Algaïda à Bonanza et autres centres environnants.

La Caulina.

Le termino de Jerez la Frontera, exemple unique des grands latifundios (264 domaines d'une superficie moyenne de 430 hectares), connaît sans répit les grèves ouvrières. Malgré un climat favorable et un sol très riche, la campagne reste inculte et ne compte pas 3 habitants au kilomètre carré. Un essai de colonisation agraire s'imposait et, en 1915, on entreprit la construction de la Caulina aux environs de la ville, à l'endroit même où se groupaient autrefois les bandes de paysans armés.

La superficie est de 195 hectares ; 75 colons possèdent un lot de 2 hectares ; puis, les prairies communes couvrent 27 hectares. Les demandes avaient été formulées en nombre considérable, mais fort adroitement, on a réservé des parcelles pour des *huertanos* de Valence et de Murcie ; leur science profitera au pays tout entier. Les résultats techniques ont été surprenants, et au point de vue social, les conséquences heureuses apparaissent de jour en jour. L'ingénieur directeur craint cependant que les habitudes d'économie ne mettent très longtemps à pénétrer l'esprit des nouveaux colons. L'imprévoyance est une des caractéristiques de l'Andalou.

La Alqueria, Monte Algäida, La Caulina sont des preuves certaines de l'action favorable que peut exercer une politique de colonisation. Mais, lorsqu'on compare l'étendue du travail effectué à l'im-

mensité des territoires qui souffrent de la crise agrosociale, on peut, à juste titre, s'inquiéter du peu d'importance des résultats obtenus. Sans doute, les projets sont nombreux : la Junta Central dresse de nouveaux plans ; une étude de Don Angel de Torrijon y Boneta sur les possibilités de colonisation en Andalousie, signale à tout moment des dehesas favorables et des centaines de familles aptes à les cultiver. Mais, jusqu'à nos jours, la loi de 1907 ne s'est appliquée dans le midi de l'Espagne qu'à 2.000 hectares répartis en 447 lots : sur cette étendue, les buts visés par Gonzalez Besada ont été atteints ; mais, en vérité, bien peu de personnes en ont bénéficié ; trop peu de soulagements ont été apportés dans la misère de tout un peuple.

PROJET DE RÉFORME DU 27 MAI 1921

Il est vrai que la loi de 1907 n'était qu'un essai, comme le mentionne son article 2. Aussi, le 27 mai 1921, le ministre du Travail a-t-il déposé un projet apportant des modifications profondes. En voici les grandes lignes : La colonisation intérieure sera obligatoire ou volontaire.

a) *Colonisation obligatoire*

En sont susceptibles :

— Les biens de l'Etat, des villages et Ayuntamientos pouvant être divisés en lots destinés à la culture, sans porter atteinte cependant à la richesse forestière du pays.

— Les domaines appartenant aux particuliers, abandonnés, incultes ou mal exploités, qui seront expropriés après enquête spéciale, les jugeant aptes à servir de base à de nouveaux noyaux de population par leur parcellement et leur mise en valeur. Entrent dans cette catégorie toutes terres fertiles réservées pour la chasse ou l'élevage des taureaux de combat, les propriétés d'agrément supérieures à 75 hectares et situées aux alentours immédiats des agglomérations, les propriétés comprenant plus de 500 hectares sur un même terminus municipal et mal cultivées, enfin les sols pouvant être irrigués et qui ne le seront pas, un an après la promulgation de la loi.

— Tous les domaines placés dans une zone bénéficiant de travaux d'irrigation, lorsque les propriétaires n'auront pas voulu participer aux frais d'installation hydraulique dont l'Etat a supporté l'ensemble ou une part.

Le projet établit trois formes juridiques de colonisation :

— Le patrimoine de famille, indivisible à perpétuité et pour lequel sont prévues certaines mesures protectrices.

— Le fermage collectif. Les coopératives ou associations agricoles légalement constituées pourront obtenir des terres que leurs membres cultiveront en commun selon un régime déterminé.

— Les colonies type 1907 légèrement modifiées.

b) *Colonisation volontaire*

L'Etat stimulera et favorisera l'œuvre de colonisation que réaliseront certains propriétaires sur leurs terres, à titre gratuit ou onéreux ; il pourra s'engager :

- à diriger gratuitement l'installation des parcelles ;
- à créer et entretenir des services publics nécessités par les nouveaux noyaux de population ;
- à opérer des dégrèvements fiscaux.

La Junta Central de Colonizacion y Repoblacion interior se transformera en Instituto Nacional de Colonizacion avec tous les services que nécessite l'étendue de la tâche entreprise.

Ce projet de loi s'attaque donc franchement à l'absentéisme et à la concentration foncière par un moyen radical que réclamaient depuis longtemps économistes et ingénieurs agronomes, Don Pascual Carrion en tête. La gravité de l'heure présente, malgré le calme apparent des campagnes andalouses, assurera peut-être le succès de ce vaste plan d'expropriation pour cause d'utilité sociale. Les propriétaires s'alarment déjà, malgré la garantie d'indemnisation. Il ne s'agit pourtant pas d'une mesure révolutionnaire ; en Espagne, du xvi^e siècle à nos jours, Louis Vives, le Père Mariana, Pedro de Valencia, le comte d'Aranda, le chanoine Martinez Marina et bien d'autres en ont proclamé la nécessité. Le parti catho-

lique social l'a inscrite dans son programme. La loi ne frappera, d'ailleurs, que ceux qui ne se soucient point des devoirs qu'ils ont à remplir. Puisse-t-elle agir vite et bien pour préserver l'Andalousie d'une guerre civile que la haine accumulée par une foule violente et ignorante rendrait particulièrement féroce.

CONCLUSION

Dans tous les pays d'Europe où absentéisme et concentration foncière provoquaient une crise agrosociale, les gouvernements d'après-guerre ont inauguré une politique d'expropriation : en Pologne, en Tchéco-Slovaquie, en Roumanie, les paysans se sont vu distribuer les grands domaines de l'Etat et des particuliers. Et on peut constater déjà les effets heureux de ces mesures, recommandées par une élémentaire prudence : la paix et la prospérité règnent dans les campagnes que menaçait la contagion du bolchevisme. L'Espagne, bien que restée neutre pendant le grand conflit, ne peut se soustraire à cette conséquence profonde et, chez elle aussi, l'Etat doit diriger l'évolution nécessaire que l'initiative privée est incapable de mener à bien ; l'œuvre de parcellement entreprise dans les provinces méridionales par le Fomento Agrícola de Andalucia a donné de bons résultats mais se heurte aujourd'hui à des difficultés que le gouvernement arrivera seul à vaincre. Il ne suffit pas, en effet, de créer de petits propriétaires ; il faut que l'organisation sociale leur permette de vivre.

Bien des auteurs, se souciant avant tout d'éta-

blir l'aspect purement technique du problème andalou, mentionnent, à l'envi, les essais malheureux de division de propriété, qui eurent lieu au début du siècle. Ils ne sont, en effet, que trop réels. A Lora del Rio, une riche dame laissa, par disposition testamentaire, un grand domaine à répartir entre les ouvriers pauvres du village. Dès que la plupart d'entre eux eurent en main le titre représentant leur lot, ils le cédèrent pour une somme dérisoire, certains même pour un verre de vin (*Vasquez Armero : Lucha entre capital y trabajo agrícola en Andalucía*). Quelques-uns se mirent à cultiver leurs parcelles, mais sans succès et bientôt, ils les vendirent aux propriétaires voisins. De cette généreuse libéralité, rien ne subsista ; aujourd'hui, l'ancien domaine s'est presque entièrement reconstitué au profit d'une seule personne. Plusieurs Ayuntamientos, eux aussi, ont procédé, sur leurs biens propres, à des répartitions analogues : un rapport des ingénieurs de la province de Cordoue mentionne, à Belalcázar, des distributions maintes fois répétées sans le moindre résultat ; au bout de peu de temps, les parcelles étaient regroupées en peu de mains. A Rute, même phénomène : au siècle dernier, les terres de la commune, partagées entre les ouvriers locaux, sont vite tombées au pouvoir de quelques riches.

Don Celodonio Rodríguez, vainqueur du Concours royal de 1903, voit dans ces événements la preuve éclatante de tous les déboires que rencontrera la division du sol. De tels faits semblent plutôt indiquer combien il est nécessaire de fournir aux petits

propriétaires les moyens qui leur permettent de subsister : l'enseignement, le crédit agricole, un système fiscal équitable et l'irrigation.

Des réformes, aussi bien appropriées soient-elles, seraient, en effet, inutiles si le peuple des campagnes ne pouvait, par son ignorance, en profiter. L'instruction est, en Espagne, obligatoire depuis 1857, mais l'*Anuario Estadístico*, indique, pour 1910, plus de 59 % d'illettrés dans la population totale du pays. Or les provinces méridionales renferment une proportion plus considérable : il est rare de rencontrer un jornalero sachant lire. Dans les campagnes, la plupart des enfants que nous avons questionnés ne connaissaient pas une lettre de l'alphabet ; à Séville, les écoles des quartiers populaires sont trop petites et ne reçoivent le même élève qu'une après-midi tous les deux jours.

L'enseignement agricole est encore plus négligé : le 13 octobre 1905, on a ordonné d'établir un champ de démonstration dans chaque village comptant 750 habitants et d'en confier la direction à l'instituteur : cette décision n'a jamais été exécutée. En Andalousie, existent deux écoles d'agriculture, l'une à Jaén, l'autre à Jerez de la Frontera ; à toutes deux, elles ne groupent que 35 élèves ! Il y a donc un gros effort à accomplir dans le sens de l'éducation générale et professionnelle.

L'organisation du crédit agricole est tout aussi lamentable. Il se borne à des *positos*, institution d'origine romaine, qui, si elle a rendu de grands services au temps de Philippe II, ne forme aujourd'hui qu'un

vestige sans utilité. Encore leur nombre est-il plus restreint en Andalousie que nulle part en Espagne ; tandis que les provinces de Guadalajara et de Ségovie en comptent respectivement 297 et 237, celles de Séville et de Cadix n'en possèdent que 73 et 37. On a depuis longtemps annoncé la transformation de ces positos en banques agricoles ; en attendant, le modeste cultivateur qui loue une parcelle, se voit obligé de faire appel à des usuriers ; le taux varie de 20 à 50 % ; dans les mauvaises années, le colon se trouve réduit à la plus noire misère.

Et que la récolte soit bonne ou déficitaire, le petit propriétaire aura à acquitter la contribution territoriale dont le montant est fixé par le cacique local, favori politique, en général possesseur de grands domaines, qui trouve très naturel d'imposer lourdement les faibles, pour dégrever ses terres. Or, en Espagne, le recours contre la décision d'un cacique n'est jamais admis.

On pouvait espérer que le cadastre rendrait impossibles de tels abus ; mais les lois qui l'établissent ont fixé comme assiette de l'impôt, le produit en argent du sol et non sa capacité productrice C'est une prime à l'absentéisme ; c'est aussi le moyen radical de supprimer ceux qui, avec énergie, osent cultiver les mauvaises terres que n'absorbent pas les grands domaines. La réforme fiscale doit donc accompagner la division de la propriété.

Cette division n'aurait enfin que des succès très limités si l'Etat n'entreprenait pas, parallèlement, les

travaux hydrauliques qui permettront au cultivateur andalou d'obtenir, sur un sol irrigué, les récoltes prodigieuses que connaissent les huertanos de Valence. Cette nécessité a été nettement comprise et la Junta Central de Colonisation a déjà établi le programme d'expropriation et de parcellement des domaines qui vont, sous peu, bénéficier de l'achèvement des formidables barrages de Guadalquivir aux environs de Jerez et de Guadalmellato, près de Cordoue. Ce dernier, avec 100 millions de mètres cubes d'eau, alimentera plus de dix mille hectares que posséderont et travailleront vingt mille âmes. Dans le Bas-Guadalquivir, 21.000 hectares seront bientôt transformés en « *redagio* » et les ingénieurs réclament leur répartition rapide entre les jornaleros, pour ne pas laisser perdre, par la négligence des grands propriétaires actuels, l'immense profit que le pays retirera de ces travaux.

La crise agro-sociale d'Andalousie disparaîtra le jour où l'expropriation des domaines incultes aura donné l'accès du sol désormais irrigué à des travailleurs moins ignorants, protégés contre les abus fiscaux et soutenus par un crédit agricole fortement établi. Il importe, pour le salut du pays, que ces modifications heureuses interviennent rapidement. Lors d'un congrès communiste à Moscou, Trotski ne cacha pas que l'Espagne semblait être, après la Russie, la nation la plus mûre pour le bolchevisme : cela, en raison même de son régime agraire. Ces paroles furent prononcées après les soulèvements

qui troublèrent l'Andalousie en 1918. La situation est moins grave dans les autres provinces ; mais le danger est réel : si les jornaleros méridionaux réussissaient à organiser une résistance, quelle serait l'attitude de la misérable masse paysanne qui travaille dans presque toute la péninsule un sol ne lui appartenant pas ? Une propagande adroite peut d'ailleurs utiliser la promptitude d'enthousiasme, les penchants violents du peuple espagnol ; elle trouverait peut-être des déboires dans la mobilité d'un caractère sujet à des découragements inexplicables.

De l'avis des hommes politiques de toutes nuances que nous avons pu questionner, le triomphe d'une dictature communiste semble impossible, même en Andalousie ; la misère, l'ignorance des paysans, leur désir de posséder la terre sont, sans doute, des facteurs de réussite pour un groupe résolu à imposer sa direction. Mais l'Espagnol reste, avant tout, fier et avide de liberté : il se refusera à subir une domination oppressive, et dans son individualisme excessif, il se dressera violemment contre tout système communiste.

Ce qu'il y a surtout à redouter, c'est le déchaînement des passions brutales qu'amènerait un grand soulèvement paysan et la longue anarchie qui troublerait le pays.

Les destructions sauvages que causerait l'explosion des haines accumulées compromettraient l'œuvre même de la révolution. Il y a donc hâte de mettre

fin à la misère actuelle et à la menace de révolte qui sont, déclarait Martinez Marina « filles légitimes des grands accaparements de terre ».

Vu et permis d'imprimer :

Bordeaux, le 13 janvier 1923

Le Président :

DUGUIT.

Le Doyen :

DUGUIT.

Pour le Recteur de l'Académie,

Le Doyen délégué :

Docteur C. SIGALAS.

Les visas exigés par le Règlement ne sont donnés qu'au point de vue de l'ordre public et des bonnes mœurs. (Délibération de la Faculté du 12 août 1879.)

BIBLIOGRAPHIE

ALTAMIRA. — Historia de España.

Bernaldo de QUIRÓS. — El Espartaquismo agrario andaluz.

Francisco de CARDENAS. — Ensayo sobre la historia de la propiedad territorial en España.

Jean GUICHOT. — Histoire générale de l'Andalousie.

BLAS INFANTE PEREZ. — Ideal Andaluz.

DE EZA. — El Problema agrario en España.

Henri LORIN. — Les conditions du travail rural en Andalousie (Bibl. du Musée social).

Pascual CARRION. — Rapports des ingénieurs du cadastre de la province de Séville. — Articles publiés dans *El Sol*.

Henri CAVAILLÈS. — Le problème agraire dans le midi de l'Espagne (Revue politique et parlementaire. Tome 50.).

Angel MARVAUD : La question sociale en Espagne.

Angel OSSORIO : Articles publiés dans le *Debate* (novembre et décembre 1919).

Andrès BARTHE y BARTHE : Las grandes propiedades rústicas en España.

AZCARATE : Los latifundios (*Revista de Ciencias sociales*. Madrid, avril 1905).

LABICHE. — Les baux ruraux et la question agricole en Espagne (Thèse Faculté de Droit de Paris, 1920).

Bulletins de la Junta Central de Colonizacion y Repoblacion interior.

Gaceta de Madrid : proyecto de ley de reforma de la de 30 Agosto, 1907.

Recueil des mémoires récompensés au concours royal de 1903 (Bibliothèque de l'Institut des Réformes sociales).

Informacion sobre el problema agrario en la provincia de Cordoba. (Bibliothèque de l'Institut des Réformes sociales).

Revue Cordoba et Andalucia.

TABLE DES MATIÈRES

CARTE DE L'ANDALOUSIE	7
INTRODUCTION: Aspect particulier du problème agraire andalou	9
PREMIERE PARTIE	
LES MOUVEMENTS AGRAIRES	
Les trois périodes : les soulèvements locaux, l'agitation anarchiste, les grèves et les syndicats	15
DEUXIEME PARTIE	
LA CONCENTRATION FONCIÈRE	
<i>Chapitre premier.</i> — Considérations historiques	29
<i>Chapitre II.</i> — La répartition foncière actuelle : Cordoue, Séville, Cadix, les autres provinces	35
TROISIEME PARTIE	
L'ABSENTÉISME	
<i>Chapitre premier.</i> — Les propriétaires	47
<i>Chapitre II.</i> — L'exploitation des latifundios, Céréales, l'olivier, Elevage et terres incultes, Possibilités apicoles, Irrigation	54
<i>Chapitre III.</i> — Le sous-louage	68
QUATRIEME PARTIE	
CONSÉQUENCES SOCIALES DE CE RÉGIME FONCIER	
<i>Chapitre premier.</i> — La répartition de la population ..	75
<i>Chapitre II.</i> — Misère de l'ouvrier agricole : les salaires, l'existence du jornalero	79
<i>Chapitre III.</i> — L'Emigration	92
CINQUIEME PARTIE	
LES REMÈDES ACTUELS	
<i>Chapitre premier.</i> — Le Parcellement : contrats de louage ; Baux à colonat postiaire ; parcellement et défrichage ; attribution de lots en toute propriété. Le Fomento Agrícola de Andalucia	97
<i>Chapitre II.</i> — La colonisation intérieure ; Son histoire ; Loi du 30 août 1907 ; la Alqueria ; Monte Algaïda ; La Caulina ; Projet de réforme du 27 mai 1921	105
CONCLUSION	
Nécessité de protéger la petite propriété. Urgence d'une solution heureuse	117

Les Presses Universitaires de France. — PARIS

ERRATA

Page 119, ligne 23, lire : *écoles* et non *éoles*.

Page 121, ligne 14, lire : *regadio* et non *redagio*.

